

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**JUSTICE
OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1737 - 2 novembre 2001 - prix : 9F

Hue et Buffet à la tête du PCF

**Rien ne sert
d'être à deux
pour faire pire**

Les bombardements en Afghanistan

**Le terrorisme d'État
des dirigeants américains**

(pages 8 et 9)

M 6189 - 1737 - 9,00 F - 1,37 €



SOMMAIRE

Leur société

- 4 - Chômage
 - Pétition patronale
- 5 - Discours sécuritaire et électoral
 - Prison de Borgo (Corse)
 - Sans-papiers à régulariser
- 6 - Accident du tunnel du Saint-Gothard
 - Après l'explosion d'AZF à Toulouse
- 16 - Vote du budget de la Sécurité sociale

Tribune

- 6 - 31^e congrès du PCF. Buffet mutée à la tête du Parti: pas de quoi doper le communisme!

Dans le monde

- 8/9 - Afghanistan: le terrorisme d'Etat de l'impérialisme américain
 - Soudan: le retour en grâce d'une dictature
 - Etats-Unis: alerte à l'«anthrax»
- 10 - Etats-Unis: brevets des médicaments
 - Allemagne: élections à Berlin, progression du PDS

Dans les entreprises

- 11 - Moulinex: arrogance des actionnaires
 - Rhodia - Pont-de-Claix (Isère)
 - Macif - Compiègne (Oise)
- 14 - Danone passe à l'intox
 - La Poste - Lyon: les grévistes des UDP font plier la direction
- 15 - Bata - Moussey (Moselle)
 - Mac Cain (Marne)

Dans les hôpitaux

- 12 - Le mouvement des 35 heures
 - A Tours, dans le Limousin
- 13 - A Angers, à Amiens
 - Cliniques privées: soins ou profits

Voir

- 15 - *Kandahar* de Mohsen Makhmalbaf

BORDEAUX

Mercredi 7 novembre
à 20h30
Athénée Municipal
Place Saint-Christoly

LE MANS

Vendredi 9 novembre
à 20h30
Palais des Congrès
et de la Culture
Rue d'Arcole

BESANÇON

Mardi 13 novembre
à 20h30
Petit Kursaal
(derrière le théâtre)

DOLE

Mercredi 14 novembre
à 20h
Salle des Fêtes

RÉUNIONS PUBLIQUES

avec

Arlette LAGUILLER

LYON

Vendredi 16 novembre
à 20h
Espace Tête d'Or
103, boulevard Stalingrad -
Villeurbanne

CHAMBÉRY

Samedi 17 novembre
à 18h
Salle Jean-Renoir
50, rue Nicolas-Parent
(derrière la poste)

DUNKERQUE

Mardi 20 novembre
à 20h
Salle du Petit Kursaal

NANTES

Jeudi 22 novembre
à 20h30
Salle Mauduit
10, rue Arsène-Leloup
(tram n°1, arrêt
«Chantiers Navals»)

MARSEILLE

Lundi 26 novembre
à 19h30
Château des Fleurs
16, boulevard Michelet
Métro Rond-Point du Prado

CLERMONT-FERRAND

Mercredi 5 décembre
à 20h30
Maison du Peuple
Place de la Liberté

TROYES

Jeudi 6 décembre
à 20h
Salle Jean-Jaurès
Bourse du Travail

SAINT-BRIEUC

Vendredi 7 décembre
à 20h30
Salle Equinoxe
Brézillet

METZ

Dimanche 9 décembre
à 16h
Salle Braun
16, rue Mozart

MONTPELLIER

Vendredi 14 décembre
à 19h
Salle Pelloutier
Maison des syndicats
Avenue Léon-Blum
Quartier Antigone
(arrêt du tramway Léon-Blum)

MISÈRE ET EXPULSIONS EN HAUSSE

Le nombre de locataires expulsés de leur logement a fortement augmenté ces deux dernières années, en dépit de la loi contre les exclusions de juillet 1998, qui prévoit des dispositions venant en aide aux locataires de bonne foi qui ont des retards de paiement.

Ainsi, près de six mille familles ont été expulsées en 2000, contre 4866 l'année précédente, les deux tiers habitant la région parisienne, révèle le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées. Selon son rapport, cette augmentation de 22% des expulsions sur une année s'explique par la rigidité de certains organismes d'HLM, les délais de paiement accordés par les tribunaux trop courts, compte tenu

des ressources des familles mais, surtout, de la volonté de propriétaires privés de se débarrasser de locataires aux revenus trop faibles pour relouer les appartements libérés à un tarif supérieur. Cela est surtout valable en région parisienne, où la demande de logements est telle qu'ils peuvent se permettre de proposer des loyers démesurés.

Même si le nombre des expulsions reste encore limité, il n'en est pas moins vrai que 5936 familles (s'ajoutant aux milliers des années précédentes) ont fait l'objet de mesures d'expulsion en 2000 et se sont ainsi retrouvées dans une situation dramatique faute de revenus suffisants leur permettant de se loger décentement.

BOMBARDEMENT DE MILLIARDS DE DOLLARS

George Bush, qui avait déjà accordé 100 milliards de dollars d'aides directes et indirectes aux patrons américains, vient de rallonger de 200 milliards ce pactole. C'est la somme accordée à la principale entreprise d'armement, Lockheed Martin, pour construire le futur avion de combat JSF. Et

encore, un organisme lié au Congrès américain a déjà prévu que l'avion serait plus coûteux que prévu.

Avec ces sommes, il y aurait de quoi sortir l'Afghanistan du dénuement et commencer à développer ce pays. Mais les marchands d'armes, ça passe avant.

LES BLINDÉS ÉCRASENT LES PRIX

La Cour des comptes vient de dénoncer, entre autres, les dépenses pour le char *Leclerc*, fierté de l'armée de terre. Cet engin aura coûté en définitive sept fois plus cher que prévu. Avec les milliards gaspillés en chars

Leclerc et autre porte-avions *Charles-de-Gaulle* qui ne sert pour le moment qu'à être vu de loin par les touristes, combien aurait-on pu construire d'écoles, d'hôpitaux? Combien d'infirmières aurait-on pu payer?

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de *Lutte Ouvrière* - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 00 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 13000 exemplaires. Composition: [El Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 La Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière*, et à envoyer à: **LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «*Lutte Ouvrière*» conformément à la loi. Celui-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:

PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL et VILLE:

COMPLÈMENT D'ADRESSE:

Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de:

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de:

Règlement:

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de **LUTTE OUVRIÈRE**,
- par virement postal à **LUTTE OUVRIÈRE**, CCP PARIS 26 274 60 R

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins
d'entreprise du 29 octobre 2001

Congrès du PCF

RIEN NE SERT D'ÊTRE À DEUX POUR FAIRE PIRE

■ Robert Hue, interviewé à l'issue du congrès du PC le week-end des 27-28 octobre et auquel les journalistes demandaient quel serait l'axe de sa campagne, a répondu en substance, sur un ton véhément, qu'on entendrait vraiment parler du chômage, des licenciements, de l'augmentation des salaires et de quelques autres choses encore.

Durant la campagne électorale de la présidentielle, sûrement ! Mais d'ici là, entendrons-nous les ministres communistes et en particulier Marie-Georges Buffet, à la fois secrétaire nationale du PC et ministre de Jospin, en parler aussi véhémentement ?

Il serait encore temps, d'ici les législatives, de voir les députés communistes, sans lesquels Jospin n'aurait pas de majorité, lui imposer des mesures qui empêchent les licenciements par toutes ces grandes entreprises qui, malgré leurs bénéfices, jettent à la rue des milliers de travailleurs.

Ils auraient la possibilité d'imposer que les 35 heures ne se retournent pas contre les travailleurs par la flexibilité, les récupérations pas toujours au moment souhaitable et le remplacement des emplois stables par des emplois précaires.

Ils pourraient imposer aussi des crédits qui ne soient pas ridicules pour les hôpitaux, ou l'Éducation nationale, ou les transports en commun. Et qu'on fasse un peu moins de cadeaux sur le budget de l'État

au compte des plus grandes entreprises.

Ils ne l'ont pas fait depuis quatre ans, ils ne le feront pas plus dans l'avenir.

Tout ce que fera Robert Hue durant sa campagne aux présidentielles, c'est ramasser au premier tour des voix que Jospin n'aurait pas eues, pour les lui offrir au second tour, en espérant qu'en échange Jospin accordera au PC quelques circonscriptions où des députés du PC pourront se faire élire.

Quant à la perte des voix du PC, elle a commencé avec le soutien au Parti Socialiste de Mitterrand qui, d'ailleurs, ne se gênait pas pour affirmer qu'il réduirait l'électorat du PC. Et, depuis, l'audience électorale du PCF est passée de plus de 20 % des voix à moins de 10 %.

Cela a permis à quelques dirigeants d'occuper des strapontins ministériels. Mais que sont-ils devenus, les ministres communistes de 1981 ? Fiterman est aujourd'hui au Parti Socialiste, Le Pors soutient la candidature de Chevènement. Et c'est pour parvenir à ce résultat lamentable qu'on a mis les militants ouvriers du Parti Communiste dans la situation de devoir justifier la politique de Mitterrand aux yeux de leurs camarades de travail ! Et les travailleurs ne peuvent que perdre l'espoir en voyant qu'on ne leur propose aucune autre issue.

Si au fil des années le PCF a

changé de langage, ce n'est pas parce que les travailleurs ne comprendraient pas qu'un parti politique parle encore, au début du 21^e siècle, de lutte de classe. Avec des forces militantes infiniment plus faibles, Lutte Ouvrière, qui continue à parler ce langage, obtient des résultats électoraux qui sont du même ordre de grandeur que ceux du Parti Communiste.

Si celui-ci, fort de ses dizaines de milliers de militants, de ses centaines de milliers de sympathisants, parlait un tel langage, s'il dénonçait radicalement le fait que Jospin gouverne dans l'intérêt des classes possédantes, il retrouverait les électeurs qu'il a perdus. Surtout, ce qui est bien plus important, il redonnerait le moral, il redonnerait confiance dans leur capacité à changer les choses, à tous les militants ouvriers, et par là à la classe ouvrière tout entière.

Les déclarations de Robert Hue à ce congrès, critiquant la politique du gouvernement Jospin tout en réaffirmant que celui-ci est bien, d'après lui, un « gouvernement de gauche », indiquent que la direction du Parti Communiste a fait le choix inverse.

Nous sommes pourtant convaincus que les militants communistes, dans les luttes sociales qui viennent, sauront eux, mieux que Robert Hue, choisir leur camp.

Arlette LAGUILLER

Chômage CONTRE LES MAUVAIS CHIFFRES, ON VA CHANGER... LE MODE DE CALCUL!

Depuis le mois de mai les chiffres officiels du chômage sont à la hausse. Mercredi 31 octobre, ceux du mois de septembre ont été connus : avec 13 100 chômeurs de plus le taux de chômage officiel est passé de 9% à 9,1%.

Mais avant même la publication de ces chiffres de septembre le quotidien économique *Les Echos* annonçait que l'emploi Intérim qui, avec les contrats à durée déterminée, représente l'essentiel des embauches avait diminué de 7,7% par rapport au mois de septembre 2000, cette baisse touchant même pour la première fois le secteur tertiaire. Du coup l'INSEE, l'organisme des statistiques contrôlé par l'État, a annoncé (*La Tribune* du 30 octobre) qu'il livrerait le 16 novembre des statistiques nouvelle formule, qui permettraient, l'INSEE l'annonce à l'avance, de rectifier à la baisse le taux de chômage de septembre et des mois suivants.

Pour le gouvernement il était temps d'agir... sur les

statistiques, car les échéances électorales se rapprochent et rien ne laisse entrevoir une quelconque amélioration de l'emploi. Surtout que Jospin et son gouvernement ne font absolument rien pour entraver le droit des patrons à licencier à leur guise, droit que le gouvernement considère comme intouchable. Le président du MEDEF a ainsi annoncé le point de vue des patrons : « Si la situation reste plutôt bonne du côté de la demande des ménages, l'investissement s'écroule ». Ce qui veut dire que le patronat a déjà anticipé le ralentissement économique en arrêtant tous les investissements et, devrait-il ajouter, en commençant largement à supprimer des emplois.

Le gain du nouveau tripatouillage de chiffres que va mettre en place l'INSEE se chiffrerait à 0,5 point sur le taux de chômage, faisant par exemple passer le taux du mois d'août de 9% à 8,5%. La justification avancée est que les variations sur l'intérim fausseraient l'évolution réelle de l'emploi et qu'il existe, ô miracle, une référence statistique européenne, Eurostat, qui convient parfaitement.

Mais les responsables qui ont ordonné ce nouveau tour de passe passe sur les chiffres réels du chômage ont du culot, en invoquant aujourd'hui les distorsions sur la réalité de la situation de l'emploi que provoqueraient l'intérim et l'emploi précaire ! Pendant des mois le

gouvernement a utilisé leur gonflement considérable pour sortir des statistiques avantageuses dont il concluait que tout allait bien en France pour l'emploi, et que c'était, selon tous les ténors socialistes, le résultat de la réussite de la politique du gouvernement Jospin. Peu importait alors au gouvernement et à ses laudateurs que cette prétendue amélioration traduise en fait une dégradation de la condition du monde du travail.

D'ailleurs, les mêmes savaient parfaitement que leurs chiffres officiels, optimistes jusqu'en mai dernier, ne valaient pas grand-chose, puisqu'une grande part des sorties de l'ANPE ne correspon-

dait pas à des reprises d'emploi mais à des dizaines de milliers de radiations administratives, faites sur l'injonction du mal-nommé ministère de l'Emploi. Et si ces gouvernants socialistes hypocrites voulaient revenir à des références moins contestables en matière de calcul du nombre des chômeurs, ils auraient dû commencer par reprendre le mode de calcul qui existait avant juin 1995.

En effet c'est à cette date que le gouvernement de droite d'alors, Chirac-Juppé, avait ouvert son mandat en décidant de faire baisser d'un coup le nombre de chômeurs de 500 000 en éliminant des statistiques tous les chômeurs exerçant une activité partielle de 78 heures par mois ou plus, mais

recherchant un emploi à plein temps. Les anciennes statistiques étaient pourtant, référence pour référence, celles retenues encore à ce jour par l'Organisation Internationale du Travail. Cette fraude avait été alors sévèrement condamnée par un certain Jospin, avant qu'il ne le reprenne à son compte comme bien d'autres choses, quand il est revenu au gouvernement en 1997. Mais mentir et travestir la réalité seront donc les seules actions perceptibles dont aura été capable ce gouvernement sur la question du chômage ; tout comme ceux qui l'ont précédé.

P. S.



La pétition des 56 grands patrons

LE CINÉMA PATRONAL

Dans un appel publié le mercredi 24 octobre par le quotidien *Les Échos*, les présidents de 56 entreprises dénoncent le volet licenciements du projet de loi dit de « modernisation sociale ». Les nouvelles mesures qui devraient être définitivement adoptées par le Parlement en décembre, constitueraient « un piège pour les salariés ». Voilà donc ces patrons, dont Claude Bébéar pour AXA, Thierry Desmarest pour TotalFinaElf, Jean-Martin Folz pour Peugeot SA, Serge Dassault, tous de grands licenciés, sous la direction du président du MEDEF, Ernest-Antoine Seillière, qui entonnent ce refrain mensonger bien connu.

La « pétition » critique d'abord une « définition du motif économique inadaptée à l'objectif poursuivi. La possibilité laissée à l'employeur de réorganiser l'entreprise uniquement s'il justifie de difficultés économiques sérieuses n'ayant pu être surmontées par d'autres moyens reviendrait à lui permettre d'agir seulement quand il est trop tard ». Mais cette possibilité de justification des licenciements par des prétendues « difficultés économiques » existait déjà avant la loi de modernisation sociale, même si cela était formulé de façon très légèrement différente. De toute façon, les patrons arrivent toujours à justifier

ce qu'ils veulent puisqu'ils sont couverts par le secret des affaires et que personne parmi les salariés n'a de contrôle sur leur comptes.

L'autre critique avancée par les patrons pétitionnaires porte sur la procédure pour licencier, qui serait plus longue avec la nouvelle loi. Selon eux, la procédure conduirait « au minimum à doubler les délais ». Or, prétendent-ils, si les patrons ne peuvent pas licencier comme ils le veulent, aussi vite qu'ils le souhaitent, du coup ils hésiteront à... embaucher. Seillière, Dassault, Bébéar et les autres menacent aussi à mots plus ou moins couverts d'employer du coup plus de précaires, ou même encore de déloca-

liser, s'il y a trop de contraintes. « La nouvelle loi risquerait d'accentuer les déséquilibres géographiques de l'emploi », disent-ils.

Mais ces 56 patrons savent très bien qu'ils n'auront aucun obstacle réel avec cette loi de modernisation sociale. Tout cela est une mise en scène qui vise surtout à faire croire que tenter d'imposer quoi que ce soit aux patrons aggraverait la situation. Cela fait partie de la propagande patronale, largement relayée par le gouvernement et y compris parfois par les directions syndicales. Cette propagande consiste à marteler qu'il y a l'obstacle de la concurrence contre laquelle le patron ne pourrait rien, que si l'entreprise n'est pas compétitive elle

licenciera plus encore que prévu, qu'il faudrait donc ne rien faire qui mette en danger l'entreprise, sinon les travailleurs aggraveraient encore leur propre situation.

Mais combien de travailleurs, ceux d'AOM, de Moulinex ou d'ailleurs, ont été licenciés avec ces arguments-là, combien de travailleurs ont été contraints d'accepter une aggravation de leur condition de travail pour « éviter les licenciements » et se sont retrouvés finalement dehors quand même ? Les patrons n'embauchent-ils pas déjà aujourd'hui des intérimaires à tour de bras, ne décident-ils pas de toute façon de délocaliser quand ils y voient leur intérêt ?

Alors, le seul but du chantage patronal est de jouer les victimes pour obtenir de ce gouvernement encore plus que ce qu'il leur donne déjà. Les patrons se croient tout permis, ce n'est pas Jospin qui les fera changer d'avis.

Aline RETESSE

De la droite au PS

POUR LA SÉCURITÉ... DE LEURS RÉSULTATS ÉLECTORAUX

A l'approche des prochaines élections, la droite et le PS sont repartis de plus belle à rivaliser sur le thème de l'insécurité, à l'occasion du débat sur les mesures à prendre contre le terrorisme. Avec une belle unanimité, ils s'appêtent à faire voter de nouvelles mesures contre les « fauteurs de troubles ».

Cela leur permet de s'agiter. Quant à l'efficacité réelle des mesures annoncées, c'est une autre affaire. Car les effets d'annonce ne règlent rien. Non seulement parce qu'elles ne prennent pas le problème à la racine, mais parce qu'elles sont pratiquement inapplicables.

Ainsi, la majorité des parlementaires vient de voter des mesures répressives, très répressives sur le papier, à l'encontre des attroupements de jeunes qui entravent le passage dans les parties communes des immeubles. Il est effectivement parfois difficile de franchir un rassemblement de jeunes installés dans le hall ou les escaliers. Parmi d'autres choses, cette situation provoque des nuisances pour les habitants et accentue ce sentiment d'insécurité qui gâche la vie de bien des habitants des quartiers populaires.

Mais la réponse qui vient d'être

donnée est démagogique. On fait mine de vouloir améliorer les conditions de vie des habitants des cités. Mais sans régler le problème réel qui est lié au manque de locaux pour les jeunes des cités et au manque d'animateurs et d'animatrices dignes de ce nom. Quant aux sanctions pénales, chacun sait qu'elles sont inapplicables et inopérantes, quand elles ne contribuent pas à aggraver la tension.

Si des jeunes des cités occupent bancs et abords des immeubles l'été, et les parties communes des immeubles l'hiver, c'est en premier lieu qu'il n'y a pas d'endroits pour s'assembler. Dans les cités, les cafés ferment de bonne heure. Les rares maisons de quartier ne sont pas adaptées à accueillir des jeunes. Quant aux Maisons des jeunes et de la culture, lorsqu'elles existent, elles sont loin des cités et des préoccupations des jeunes, pas conçues pour les attirer.

La nouvelle législation brandit le bâton contre de tels attroupements, en donnant aux gardiens d'immeubles la possibilité d'appeler la police. Comme si cela pouvait être une solution. D'ailleurs nombre de ces gardiens, comme nombre d'habitants des cités le savent bien. Et ils n'appellent pas la police, alors que rien ne les empêchait jusqu'alors de le faire. Une police qui, prudemment, se garde d'intervenir, sachant que ses

interventions ne résoudre rien ou, pire, dramatiseront la situation.

Opérer un sévère tour de vis sur le papier contre les jeunes pour donner l'impression que l'on s'occupe des petites gens est une chose. Mais régler les problèmes des cités et des jeunes en est une autre.

Le PS tenait un colloque sur la

question le week-end des 27 et 28 octobre. Il y a beaucoup été question, pour lui, d'une nécessaire « mutation idéologique » dans le domaine de la sécurité. Cette mutation est faite depuis longtemps dans ce domaine. Le PS tient la barre à droite toute !

Michel ROCCO

Après le drame de Tours

FOLIE MEURTRIÈRE ET DÉMENCE SÉCURITAIRE

Quatre morts et une dizaine de blessés, tel est le dramatique bilan d'une tuerie à Tours, provoquée non par une bande de braqueurs comme l'avaient tout d'abord laissé entendre certains journalistes, mais par un homme qui avait perdu la raison.

Il n'en fallait pas plus pour que les Pasqua, Le Pen, de Villiers et autres politiciens réactionnaires s'emparent

de ce fait divers et réclament haut et fort le rétablissement de la peine de mort.

Le retour de la guillotine pour contenir la démence meurtrière, voilà une médecine que ne renieraient sûrement pas les taliban ! Reste à trouver le remède pour calmer la démence sécuritaire de Pasqua et de ses semblables...

Polémique autour d'un centre de détention en Corse

TEMPÊTE DANS UN VERRE D'EAU

En annonçant la création d'un centre de détention à Borgo, en Corse, le ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant a évidemment voulu faire un geste en direction des nationalistes corses qui réclament depuis longtemps le rapprochement des détenus condamnés pour des actes de terrorisme.

Cette mesure mériterait à peine d'être relevée, vu sa portée limitée - elle ne concernerait dans l'état actuel des choses que huit détenus ! Par ailleurs, elle n'a rien d'une mesure exceptionnelle puisque la plupart des régions possèdent de tels centres permettant aux familles de rendre plus facilement visite aux détenus, alors que les familles corses doivent supporter les frais supplémentaires que représentent les allées et venues avec le continent.

Pourtant, il n'en a pas fallu plus pour que la droite en fasse un nouveau cheval

de bataille contre le gouvernement, accusé de multiplier les concessions aux nationalistes et aux activistes corses. Quant à Chevènement, il n'a pas été en reste pour alimenter cette mini-tempête dans un verre d'eau, dénonçant un pas supplémentaire vers l'abandon de l'Etat centralisé !

Ces passes d'armes politiciennes porteraient à rire si elles ne prenaient le dessus sur des problèmes, autrement plus importants et plus urgents, comme le chômage, les licenciements et toutes les attaques que subit la classe ouvrière actuellement.

Mais, à l'approche des échéances électorales, pas plus le gouvernement que les partis de droite ou Chevènement, ces gens-là ne veulent polémiquer sur ce terrain vu que, dans leur politique, rien ou presque ne les différencie.

Roger MEYNIER

LES SANS-PAPIERS DOIVENT ÊTRE RÉGULARISÉS

Depuis maintenant quatre mois, des sans-papiers occupent l'ancienne gendarmerie de Saint-Denis, et depuis quatre mois le préfet de Seine-Saint-Denis joue la montre, pariant sur leur découragement.

Il a régularisé quelques dossiers, sur les 75 qui lui ont été soumis, 19 personnes ont finalement obtenu leurs papiers. Mais cela s'est fait au compte-gouttes et dans l'arbitraire le plus total. Alors que certains dossiers sont acceptés, d'autres qui obéissent aux mêmes critères sont refusés, sans aucune explication. Reste pour les sans-papiers, victimes de cette décision, à entamer un recours, procédure longue et hasardeuse. On comprend alors que les décisions du préfet aient poussé trois sans-papiers, par désespoir, à entamer une grève de la faim. Deux d'entre eux ont arrêté après plus de 40 jours. Mais Ali Mansouri a continué, il en est à son 51^e jour et vient d'être hospitalisé à l'hôpital Avicenne, où il est en obser-

vation. Son état est préoccupant.

Le préfet et les autorités gouvernementales persistent à oublier les promesses de régularisation faites il y a quatre ans, en période électorale, aux sans-papiers, ils portent l'entière responsabilité des conséquences dramatiques de cette grève de la faim. Mais feignant d'ignorer tout cela, le préfet, lors de la dernière entrevue, le mardi 30 octobre, a continué sa politique de goutte à goutte, acceptant de régulariser deux dossiers et en soumettant trois autres à conditions. Des autres dossiers, ainsi que des refus, il n'a pas été question.

Les sans-papiers sont bien décidés à ne pas relâcher la pression. Lundi 29 octobre, ils s'étaient rendus à la préfecture; mardi, ils y sont retournés en délégation, ils y sont aussi mercredi pour soutenir Ali. Ils n'ont pas l'intention de baisser les bras, jusqu'à ce que l'ensemble de leurs camarades soient régularisés.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

31^e congrès du PCF

BUFFET MUTÉE À LA TÊTE DU PARTI : PAS DE QUOI DOPER LE COMMUNISME !

Le 31^e congrès du PCF, qui s'est tenu le week-end dernier à la Défense, a suscité beaucoup d'ironie dans la presse, décrivant complaisamment la lente mais inéluctable agonie du communisme, et se moquant du dernier numéro de mutation du candidat communiste aux présidentielles : le changement de sexe du secrétaire général.

Il en est cependant au moins un qui ne veut pas d'une nouvelle chute du PCF : Lionel Jospin. Le PCF n'est pas pour lui un simple concurrent électoral, allié de circonstance. Il est aussi un indispensable partenaire : sur sa gauche, il attire les voix de travailleurs déçus, voire en colère, contre la politique du gouvernement, pour mieux les rabattre dans le camp de la gauche plurielle. Dans les entreprises et dans les luttes, il tente de se faire le porte-parole des mécontentements pour les canaliser, les maintenir dispersés, les empêcher de gêner le gouvernement. Un rôle que nulle autre organisation, ni le PS, ni les Verts, n'est capable de jouer. C'est un partenaire fiable, avec ses fausses colères et sa vraie servilité, « un pied dans le mouvement populaire, un pied dans le gouvernement », pour mieux empêcher le premier de nuire au second.

C'est pourquoi Jospin lui fait de temps en temps des petits cadeaux, pour permettre à la direction du PCF de sauver la face et dire à ses militants et à ses électeurs : « Vous voyez, le parti communiste sert encore à quelque chose ! Il a raison de rester au gouvernement ! » Pour entretenir sa danseuse, Jospin vient ainsi d'accorder une rallonge d'un milliard de francs à l'hôpital public, pour convaincre le groupe parlementaire communiste de ne pas voter contre la loi sur le budget de la santé.

Un milliard, ce n'est pourtant pas grand chose, en comparaison des besoins des hôpitaux, frappés par les sous-effectifs, et alors que selon la CGT elle-même il faudrait 80 000 embauches pour compenser le passage à de vraies 35 heures dans ce secteur. C'est aussi le prix d'un de ces avions Rafale qui vont peut-être bientôt bombarder le peuple afghan. Jospin est plus généreux avec sa régulière et légitime, le patronat ! Pour ne prendre qu'un exemple tout récent, les opérateurs de télécoms, réclamaient une division par 4 du prix des licences UMTS. Bercy l'a divisé... par 8. Ces groupes pourtant richissimes paieront donc 4 milliards de francs au lieu des 32,5 milliards initialement prévus.

«ERADICHER LE COMMUNISME ?»

L'ennui, pour Hue d'abord mais aussi pour Jospin, c'est que le déclin du PCF continue, ce qu'a montré encore à sa manière ce congrès. Depuis 1997, le PCF a bien servi. Mais il a aussi provoqué le découragement de dizaines de milliers de militants communistes, renonçant à défendre (même si c'est à leur manière !) leurs collègues de travail ou les habitants de leur quartier. Et l'adhésion de ceux-là est indispensable à la direction du PCF pour jouer son rôle de flanc-garde de la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Comment le pourrait-elle sans relais dans la population ?

Autre signe d'affaiblissement du PC, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a quitté le conseil national du PCF à l'occasion de ce congrès, sous prétexte que son maintien à la direction du parti entretiendrait « des ambiguïtés sur ce que serait la nature des relations existant entre le parti et la CGT ». L'indépendance syndicale a bon dos, quand il s'agit de prendre ses distances avec le PCF pour se rapprocher du gouvernement, et même du patronat. Elle a déjà servi de prétexte pour diviser les travailleurs, le 16 octobre 1999, quand la CGT a refusé de manifester aux côtés des « politiques » et du PCF « contre le chômage et les licenciements », ou le 9 juin dernier, quand elle disait se méfier de la « récupération politique » pour justifier sa non participation à la manifestation initiée par les licenciés de Danone, de Marks & Spencer ou d'AOM. Le « recentrage » de la CGT, en fait l'équivalent syndical de la politique de Robert Hue, affaiblit par certains côtés le PCF. Pas pour le bien des travailleurs et de leurs luttes.

Le déclin du PCF ne peut faire ni rire ni pleurer les révolutionnaires. Ils ont certes autre chose à faire que s'apitoyer sur le sort d'un parti ouvrier qu'une politique de décennies de collaboration de classe a conduit à la faillite. Et prétendre le conseiller dans ses propres intérêts est ridicule. Mais il a rarement été aussi urgent de proposer à ceux de ses militants que préoccupe le sort du monde du travail – et qui existent encore, n'en déplaise aux médias bien-pensants – une politique radicalement différente de celle de leurs dirigeants.

Si la « mutation » vers le « Nouveau Parti Communiste » se fait dans la douleur, c'est parce qu'il y a de la résistance chez bien des militants. Au congrès, le lapsus à la tribune de la présidente du conseil national n'a pas fait rire la salle. Elle avait parlé « d'éradiquer le communisme » au lieu de « terrorisme »...

Si le congrès a étalé des polémiques sur la viabilité du « bicéphalisme » Hue-Bufferet, dans les cellules du parti, ce sont des raisons autrement plus sérieuses qui font douter les militants communistes. Comment lutter réellement contre les licenciements ? Que penser de cette guerre que mènent les Etats-Unis avec la pleine complicité du gouvernement français, en Afghanistan, et que la direction du PCF n'a pas voulu condamner, se contentant d'en appeler à une lutte contre le terrorisme, « y compris avec des moyens militaires », mais « sous l'égide de l'ONU » (Robert Hue dans « L'Humanité ») ?

Ce sont autant de sujets sur lesquels l'extrême-gauche est capable d'influencer des militants du parti communiste, ceux qui ne veulent pas « éradiquer le communisme ». En tentant de leur proposer une politique de riposte de la classe ouvrière, en leur montrant que nous pouvons avoir des objectifs communs, sans rien enlever à notre programme, ni à nos critiques contre la politique de leur direction.

Bernard RUDELLI

Le numéro 17 de Convergences Révolutionnaires est paru.

Un dossier sur la santé malade du profit. Des articles : Contre le terrorisme, non à l'union sacrée. – Où va le PCF ? – La vague des licenciements et le combat des Lu-Danone. – La démagogie sécuritaire. – La situation en Côte d'Ivoire. Pour se procurer ce numéro, 10 F. écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction. Abonnement : un an 60 F. de soutien 100 F.

Leur société

Tunnels alpins

FAUT QU'ÇA ROULE... POUR LES PROFITS

L'accident du 24 octobre dernier dans le tunnel suisse du Saint-Gothard évoque inévitablement celui du tunnel du Mont-Blanc, moins de deux ans plus tôt, le 24 mars 1999. Dans les deux cas, la catastrophe a été déclenchée par des poids lourds qui ont pris feu. Comme pour les 39 victimes du tunnel du Mont-Blanc, l'incendie et les vapeurs toxiques dégagées par la cargaison en feu (des pneus et des bâches), dans une galerie à double sens de circulation, ont tué au moins 11 personnes, puisque le bilan définitif n'a pu encore être établi. Ce tunnel, doté d'un boyau parallèle d'aération et d'évacuation, était pourtant réputé parmi les plus sûrs.

La discussion sur la sécurité dans les tunnels routiers est de nouveau relancée. Les autorités européennes ont à nouveau parlé d'imposer des mesures de sécurité plus rigoureuses aux camions : revoir, par exemple, les horaires des chauffeurs routiers, les tarifs des autoroutes et des carburants pour les camions. Les ministres français de l'Environnement, Yves Cochet, dirigeant des Verts, et du Transport, Jean-Claude Gayssot, dirigeant du PCF, ont parlé de la « priorité absolue » à accorder au transport des marchandises par rail. Discours de circonstances, qui tardent, pour ne pas dire plus, à se traduire par un changement de politique en matière de transports.

Les trois quarts du transport de marchandises se font par camions. Et cela va croissant, en proportion et en valeur absolue, malgré les discours. Le transport par rail, qui en 2000 a représenté 22,5 % du trafic, a encore régressé de 8 % au cours des sept premiers mois de cette année.

Les professionnels du transport invoquent la différence de coût. C'est que, dans le transport routier, la plus grosse partie des investissements concernant l'infrastructure est publique : construction en entretien des routes, rues, autoroutes, roclades et voies rapides en tout genre, ponts, tunnels, frais de signalisation, d'insonorisation et de dépollution, de police, de secours en cas d'accident. Une étude a chiffré en 1999 à 20 milliards de francs chaque année les dépenses laissées par le transport routier, à la charge de la collectivité, rien que pour les infrastructures. Sans compter le coût, à la fois financier, mais aussi humain, dû aux accidents. Les profits, eux, reviennent aux entreprises privées : celles du transport, mais aussi les fabricants d'automobiles, de pneus, ou d'équipements sans oublier les trusts du pétrole et des travaux publics. C'est cela, ce « pouvoir d'attraction de la route » que constatent les journalistes.

Cela ne les empêche pas de répéter que le rail est moins souple et plus coûteux. Moins souple, c'est certain, dans un système productif où tout devrait se faire à flux tendu. A tel point qu'un chauffeur

routier pouvait dire dans une interview qu'aujourd'hui les entreprises se sont débarrassées du coût du stock ; car leurs stocks sont désormais dans les camions sur les routes.

Plus coûteux, le rail ? Sans doute, puisque le transporteur routier n'a à payer que ses véhicules, ses chauffeurs (le moins possible, en les exploitant le plus possible), son carburant à prix réduit et des tarifs de péages symboliques, sans rapport avec l'usure infligée aux autoroutes et aux routes.

Mais si le rail est plus cher, c'est aussi le résultat d'un abandon conscient des chemins de fer. Le réseau ferré a été réduit d'un quart depuis 1950. La plus grande partie des destructions de lignes a été effectuée entre 1960 et 1980, au moment du plus fort développement de l'automobile et du réseau autoroutier. Et, sur de nombreuses lignes classées secondaires, on a supprimé une des deux voies, ce qui rend impossible à l'avenir toute utilisation intensive. L'entretien des voies a été négligé, au point que beaucoup sont en mauvais état.

En fait, le coût social du transport par voie ferrée est certainement, pour la collectivité, inférieur à celui du transport routier. Mais ce qui est déterminant dans notre société n'est pas ce coût social, mais l'espoir du profit privé. C'est à lui que les ministres comme Gayssot sont sensibles, une fois essuyées les larmes versées sur les victimes des catastrophes.

Gayssot a d'ailleurs annoncé le 26 octobre, deux jours seulement après la catastrophe du tunnel du Saint-Gothard, la réouverture du tunnel du Mont-Blanc aux voitures le 15 décembre, et aux camions quelques semaines plus tard. Il devrait fonctionner à sens unique alterné, la circulation dans l'autre sens empruntant le tunnel du Fréjus. Système tellement compliqué à mettre en place, qu'on risque de le voir, dans quelque temps, abandonné pour revenir à la situation antérieure, sous prétexte de normaliser une situation inextricable.

Quant au ferroutage, formule qui incontestablement améliorerait à la fois la sécurité, la protection de l'environnement, et maintiendrait la souplesse du transport de porte à porte, on en parle. Comme après chaque catastrophe. Mais Gayssot s'est borné à promettre de doubler le trafic qui se réalise sous cette forme d'ici 2010. On ne peut pas dire que l'évolution se fait à grande vitesse.

La priorité pour les patrons et les gouvernements à leur service, est que les camions puissent rouler, en dépit de l'opposition des populations riveraines, en dépit des risques de catastrophe. Car ce ne sont pas seulement des poids lourds qui roulent et qui tuent, ce sont les profits.

Vincent GELAS

Toulouse

Après l'explosion à AZF

Hôpital Marchant

LE PERSONNEL CONTRE LA DISPERSION

Lors de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse, l'hôpital psychiatrique Marchant, qui se trouve à moins de 500 mètres, a été détruit dans ses aménagements intérieurs et ses ouvertures. Les 300 malades ont été répartis dans les cliniques et les familles pour les plus légers, les autres étant envoyés dans des hôpitaux psychiatriques des départements voisins, parfois à plus de 100 km; les soins à ces derniers patients sont assurés par le personnel de Marchant, qui passe donc une bonne partie de son temps sur les routes.

Or il existe à Toulouse l'ancien hôpital militaire Larrey, de construction relativement récente, qui est quasiment vide et que le CHU vient d'acheter pour mener à bien sa restructuration; il faut entendre par là que la direction du CHU veut regrouper dans cet hôpital les services dits «en double» existant sur les sites de Purpan et Rangueil, mais avec au passage fermetures de lits et suppression de personnel.

Tout naturellement, le personnel de Marchant a réclamé que l'hôpital Larrey soit affecté à ses malades, avec le soutien des chefs des services du CHU qui étaient sur la liste des prochaines restructurations et qui se sont dits prêts à «passer leur tour»; le personnel du CHU pensant lui aussi que cela pouvait entraver un peu la politique de fermeture de lits de leur direction.

Après de multiples démarches et manifestations, la ministre de la Santé a accordé trois étages (à peu près la moitié) de l'hôpital Larrey aux malades de Marchant, mais cela ne permettrait d'accueillir –

après quelques travaux sur plusieurs mois – que 120 lits sur les 300 nécessaires.

Cela provoque l'inquiétude du personnel car, par ailleurs, les projets du ministère concernant la psychiatrie sont connus: réduction de l'importance des hôpitaux psychiatriques pour créer de petites unités au sein de chaque hôpital général, dans le but paraît-il de rapprocher les malades de leurs familles. On soupçonne que c'est plutôt pour réduire le personnel, en particulier dans les services généraux ou administratifs, et supprimer des lits.

Or actuellement les malades les plus lourds ne sont pas acceptés dans les cliniques privées, qui ont un personnel extrêmement réduit. Par ailleurs, une partie des personnes qui ont recours à l'hôpital psychiatrique sont des exclues de la société, avec des problèmes de drogue, d'alcoolisme, sans couverture sociale, qui ne peuvent trouver une prise en charge ailleurs. Contrairement à ce qui se passe dans le privé, les patients de l'hôpital peuvent être suivis sur l'extérieur dans des centres médico-psychologiques où les malades peuvent venir consulter gratuitement du personnel détaché de l'hôpital psychiatrique. Et jusque-là, lorsqu'un patient revenu chez lui connaissait une soudaine aggravation de sa santé, sa famille pouvait le ramener à l'hôpital. Comment cela se passera-t-il lorsque ces lits auront été supprimés?

L'explosion d'AZF a des conséquences dommageables pour le personnel et les malades, mais la politique du gouvernement également.

LES SINISTRÉS DES QUARTIERS S'ORGANISENT



A Toulouse, aux morts, blessés et accidentés du travail s'ajoutent les milliers d'habitants dont le logement reste partiellement ou totalement dévasté. A ce jour les fenêtres et les vitres cassées n'ont pas été remplacées, et les travaux ne commenceront pas avant un mois et demi, dans le meilleur des cas.

Le relogement des familles continue dans de mauvaises conditions, et de nombreuses familles cohabitent encore dans un seul appartement. Et les lois de réquisition restent pour l'instant inopérantes.

Le maire de Toulouse reconnaît que les moyens mis en place ne sont pas capables de résoudre les problèmes posés. Un accord doit être trouvé avec des assurances pour donner l'ordre de faire les travaux. Ces accords n'ont en général pas été réalisés. Mais une fois ces ordres de travaux donnés, restera le problème de la réalisation effective des travaux. Chaque artisan a signé des devis qui prendront des mois à être honorés. Et l'hiver approche.

Qui, à part l'Etat, aurait les moyens dans le mois qui vient de fermer les appartements par des fenêtres, de manière que les appartements puissent être chauffés? Qui, à part l'Etat, a les moyens de mobiliser plusieurs entreprises, ou l'ensemble de la profession

pour y parvenir? Qui, à part l'Etat, a l'autorité pour l'imposer?

Le comité des résidents de la cité du Parc au Mirail, et l'association des sinistrés du 21 septembre à la cité Papus exigent donc que l'ensemble des pouvoirs publics, mairie, gouvernement, Conseils général et régional, prennent les choses en main dans l'urgence.

Ils ont décidé d'appeler les associations des quartiers et les habitants sinistrés à se regrouper et à s'organiser collectivement pour constituer une force; à établir leurs doléances en matière de loyer, charges, assurances, quittances EDF, impôt foncier et taxe locative, etc. Ils exigent que les services publics, et en particulier les écoles, reprennent leurs activités normales aux endroits habituels, avec des équipes pédagogiques renforcées. Ils exigent que TotalFinaElf paie.

Ces deux associations appellent les sinistrés des quartiers à manifester leur colère à l'occasion d'un rassemblement le dimanche 11 novembre à 15 h, sur le parking du Géant Casino du Mirail (métro Basso-Cambo).

Lutte Ouvrière soutient cette initiative, tout comme l'UL CGT du Mirail, la FSU, le Groupe des Dix-Solidaires, la LCR, Motivé-e-s et le PCF qui ont signé un appel commun dans ce sens.

Atofina Carling (Moselle)

MALGRÉ TOULOUSE, ATOFINA CONTINUE ET L'ÉTAT LAISSE FAIRE

1 800 salariés travaillent sur la plateforme chimique Atofina de Carling (Moselle), sans compter des centaines de travailleurs d'entreprises sous-traitantes. A Carling comme à l'usine AZF de Toulouse, c'est la recherche de la rentabilité maximum qui fait courir des risques au personnel comme à la population.

Lors de la séance du Conseil régional de Lorraine qui s'est tenue le 25 octobre, notre camarade Christiane Nimsgern, élue Lutte ouvrière, a interpellé la préfète de région:

«On est en train de réaliser des travaux importants à Carling sur le vapo-craqueur n°1, c'est-à-dire le cœur de l'usine, là où le naphta est «craqué» en différents produits (éthylène, propylène, butadiène...). Ces gaz hautement inflammables sont produits à Carling. Or, l'entreprise – et les services de l'Etat l'ont accepté – a fait effectuer ces travaux jusqu'au 2 octobre dernier alors que le vapo-craqueur était encore en fonctionnement!

A un moment, il y avait jusqu'à 25 points de feu comme on les appelle, des chantiers où l'on soudait, découpait de l'acier. S'il s'était produit la moindre fuite, c'était l'explosion. La direction appelle cela le «risque calculé», c'est plutôt le «profit calculé» car la seule raison – si l'on ose dire – pour laquelle l'installation n'était pas arrêtée, c'était qu'il fallait produire pour être toujours au top de la rentabilité. Cela alors que les syndicats de l'entreprise avaient demandé, en vain, l'arrêt des installations».

La production double... pas les effectifs

«La production de polystyrène est assurée par une cinquantaine de personnes et est de 120 000 tonnes par an actuellement. Elle doit doubler dans les 3-4 ans qui viennent. Eh bien, aucun poste supplémentaire n'est prévu en fabrica-

tion, si ce n'est deux personnes à l'ensachage et un agent de maîtrise. Tout cela alors que la production va être multipliée par deux! C'est dire que le personnel sera contraint de faire des heures supplémentaires et qu'il sera fait appel à de l'intérim quand cela ne sera plus tenable, toutes choses génératrices de risques supplémentaires. D'ailleurs les syndicats de l'entreprise ont dénoncé à de multiples reprises la généralisation de la sous-traitance, de l'externalisation des tâches».

La façon dont la direction réduit le temps de travail est aussi facteur de risques: «La réduction du temps de travail sera de l'ordre de 5 à 6% par salarié, ce qui devrait mathématiquement conduire à l'embauche d'au moins 90 personnes dans cette usine de 1 800 salariés. Or la direction n'en prévoit que 30, c'est dire que la charge de travail de chacun va augmenter, tout comme le nombre des heures supplémentaires, avec tous les risques que cela comporte.

Et pourtant, TotalFinaElf est loin d'être sur la paille puisque le groupe a fait l'année dernière les plus gros bénéfices jamais réalisés par une entreprise française: 50 milliards de francs, en progression de 127%».

Tout s'écroule normalement

Dans sa réponse, la préfète a affirmé que tout allait bien. «On n'a pas attendu la catastrophe de Toulouse pour agir» a-t-elle dit, ajoutant: «Le rythme d'inspection et de contrôle des installations dépasse les obligations légales. En 2001, il y a eu 4 contrôles approfondis et 7 visites».

Elle a par ailleurs dit qu'elle avait écrit aux industriels, en juillet dernier, pour leur demander où ils en étaient de l'application de la directive européenne Seveso 2... Qu'ont répondu les patrons? Mystère!

Mais à part ça, madame la préfète, tout va très bien, tout va très bien...

Afghanistan

LE TERRORISME D'ÉTAT DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Ce qui reste de l'entrepôt de la Croix-Rouge à Kaboul après le bombardement américain.



Voilà plus de trois semaines maintenant que l'armée américaine bombarde l'Afghanistan et le tribut payé par la population civile est de plus en plus lourd. Car si les bombes sont tombées sur des camps d'entraînement abandonnés ou des caches de Ben Laden désertes, elles sont aussi tombées sur des quartiers populaires de Kaboul, des entrepôts de la Croix-Rouge, une mosquée et un hôpital près d'Herat, et sur plusieurs villages qui ont été durement touchés, parmi lesquels un village contrôlé par les troupes de l'opposition ! Il n'est plus de jour sans que de nouvelles victimes n'ayant rien à voir avec les attentats contre New York soient à déplorer. Il y a déjà plusieurs centaines de morts.

Et lorsque les dirigeants américains parlent « d'erreurs », c'est une façon de parler car il est bien évident qu'en bombardant le pays, les USA ont pris le risque de faire des victimes tout aussi innocentes que celles qui ont péri dans le World Trade Center. D'ailleurs, utiliser des bombes à fragmentation qui se transforment en multiples bombes antipersonnelles,

comme les dirigeants américains ont été obligés de le reconnaître, c'est justement frapper au hasard, y compris des enfants, dans l'espoir que l'une des victimes sera peut-être un membre des réseaux de Ben Laden...

L'objectif affiché de l'opération « Liberté sans limite » était d'obliger les membres des réseaux de Ben Laden à « sortir des trous où ils se cachent », de capturer Oussama Ben Laden « mort ou vif » et bien sûr de faire payer les taliban.

Trois semaines après le début des bombardements américains le secrétaire d'Etat à la Défense, Donald Rumsfeld, est obligé de reconnaître que la résistance des taliban, des « gens très durs qui ont fait carrière dans le combat », est plus difficile à briser que prévu. Il a reconnu que « la capture de Ben Laden, c'est quelque chose de très difficile à réaliser », « je ne sais tout simplement pas si nous réussirons » a-t-il ajouté.

En tout cas pour l'instant ce sont les taliban qui se sont emparés de quelques commandants de l'Alliance du Nord et surtout d'Abdul Haq, le chef militaire du sud du pays lors de la guer-

re contre l'armée russe, revenu en Afghanistan à la tête d'une centaine d'hommes pour tenter de soulever des tribus pach-tounes contre les taliban. La CIA, qu'il avait appelée au secours, n'a pas réussi à le sauver des taliban et Donald Rumsfeld a dû reconnaître : « Hélas l'aide est venue des airs, alors qu'il était au sol. Et malheureusement il a été tué. » L'une des stratégies mises en avant par les dirigeants américains : affaiblir les taliban en suscitant des défections dans leur camp, a été ainsi mise en échec.

Pire, ce sont des milliers d'hommes qui, au Pakistan, se préparent à rejoindre les taliban pour mener la guerre à leurs côtés. Et plus le temps passe, plus les risques de déstabilisation du Pakistan augmentent. Déjà toute une série d'attentats a frappé le pays. Car la politique des USA, loin d'éradiquer le terrorisme ne fait que susciter plus de haine et de désespoir et fait se lever de plus en plus d'hommes prêts à se battre et à mourir pour la combattre.

Le terrorisme d'Etat pratiqué par les USA, avec l'aide de

Soudan

LE RETOUR EN GRÂCE D'UNE DICTATURE

Hier encore, le Soudan était mis au ban des nations, considéré comme un Etat terroriste, accusé d'abriter des terroristes comme Ben Laden, subissant même des sanctions internationales depuis 1996. Aujourd'hui, cette dictature, l'une des plus sanglantes d'Afrique de l'Est, trouve grâce aux yeux des impérialismes américain et français. La raison de ce revirement ? Le pétrole.

Dans un premier temps, on a assisté au rapprochement entre la junte militaire soudanaise et l'administration américaine de George Bush. Le président-dictateur, le général soudanais Omar Hassan El-Béchir, porté au pouvoir par un coup d'Etat en 1989, n'a eu de cesse de faire sortir son pays de l'isolement, relayé en cela par le lobby des grandes compagnies pétrolières, très intéressées par les importants gisements au Sud-Soudan. Aujourd'hui, le Soudan fait figure de bon élève et coopère avec la Maison-Blanche dans la lutte contre le terrorisme, invitant

même la CIA et le FBI à venir enquêter sur place. Autant de gestes destinés à montrer sa bonne volonté. Efforts payants puisque les Etats-Unis redorent le blason de cette dictature, tandis que l'Europe vient de reprendre son aide, suspendue depuis le début des années 90. Il ne manquait plus que la levée des sanctions internationales. Chose faite depuis le 28 septembre dernier avec l'aide de la France qui présidait le Conseil de sécurité de l'Onu.

Ne voulant pas être en reste, l'impérialisme français a dépêché Charles Josselin, ministre français délégué à la coopération et à la francophonie, sur les lieux. Josselin est ainsi le

premier membre d'un gouvernement occidental à se rendre à Khartoum depuis la levée des sanctions. De retour de sa visite officielle au Soudan, les 24 et 25 octobre derniers, il déclarait être « heureux que la levée des sanctions qui pénalisaient le Soudan ait été décidée sous présidence française » et se félicitait, non sans un certain cynisme, « des efforts qui sont accomplis, sous l'autorité du président Béchir, pour faire vivre mieux la démocratie et faire avancer la paix » !

Commis voyageur de l'impérialisme sur le continent africain, Charles Josselin n'en est pas à un mensonge près. Qu'importe pour l'impérialisme français si le pouvoir islamiste

au Soudan est l'une des pires dictatures d'Afrique de l'Est, qui mène une guerre civile sans merci contre les populations chrétiennes du Sud depuis dix-huit ans. Cette guerre civile a fait deux millions de morts et a chassé quatre à cinq millions d'habitants de leurs foyers. Qu'importe si l'armée soudanaise détourne et pille l'aide internationale, laissant mourir de faim les populations victimes de la guerre et de la sécheresse. Qu'importe si la soldatesque enrôle les enfants, viole les femmes, brûle les villages et massacre les populations paysannes pour laisser le champ libre aux multinationales du pétrole.

On comprend mieux, dès lors, le rôle joué par ces dernières dans le rapprochement entre les impérialismes américain et français et la junte militaire d'Omar Hassan El-Béchir, lorsque l'on sait que le Soudan est devenu, depuis août 1999,

un pays exportateur de pétrole. Les millions de dollars du pétrole sont en jeu. Ainsi a vu le jour le projet pétrolier du grand Nil (Greater Nile Oil Project) en partenariat avec des compagnies pétrolières dans la mise en service d'un oléoduc de 1 610 kilomètres de long (sa construction a coûté un milliard de dollars). Cet oléoduc a permis de désenclaver six champs pétrolifères de la région d'Abyei, jusqu'au site de raffinage et d'exportation sur la mer Rouge, le port de Beshair. Aujourd'hui, une trentaine de compagnies pétrolières sont en négociations avec la junte militaire pour exploiter le pétrole, dont les réserves potentielles sont évaluées à deux milliards de barils ; pétrole qui à un coût de production très bas (4 dollars le baril).

Cette manne pétrolière profite essentiellement aux compagnies pétrolières, tandis que le régime en place réinvestit

États-Unis

Alerte médicale à l'« anthrax »

LA FAILLITE DU SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIQUE

■ Les militants trotskystes américains qui publient le bimensuel *The Spark* (*L'Étincelle*) revenaient, dans leur numéro du 22 octobre dernier, sur la menace que constitue la maladie du charbon, sous un angle guère envisagé par la grande presse.

« Il n'est pas du tout évident de savoir qui est responsable des courriers à l'anthrax envoyés dans les différents bureaux de l'administration américaine, ainsi que dans plusieurs grands médias. Cela pourrait bien sûr être associé avec les terroristes qui ont mené les attaques du 11 septembre, mais cela pourrait tout aussi bien provenir de terroristes « maison », du genre de Timothy McVeigh (le responsable de l'attentat d'Oklahoma City) ou encore d'individus complètement fous comme « Unibomber » (un terroriste isolé qui adressait des lettres explosives à ses correspondants). Mais cette crise de l'anthrax a clairement indiqué à quel point le système de santé est inadéquat pour protéger la population de la maladie.

Quand les informations sur l'anthrax commencèrent à paraître, beaucoup de gens ont cherché à faire des tests de santé, ou à faire vérifier des paquets dont ils pouvaient craindre qu'ils contenaient des spores d'anthrax. Mais il n'a pas fallu longtemps avant que tout le système de santé, à l'échelle du pays, ne soit complètement submergé. On n'avait pas les moyens de tester la plupart des gens qui en faisaient la demande, et de même il n'était pas possible de vérifier la majorité des objets suspects que les gens adressaient aux laboratoires. Le docteur Norman Crouch, qui dirige le laboratoire du département de la Santé publique dans l'Etat du Minnesota, a dit que son laboratoire avait reçu six cents demandes de tests pour du matériel suspect et « évidemment, nous ne pouvions tous les vérifier ». Cet échec aurait pu se transformer en une véritable catastrophe si l'alerte médicale avait été plus étendue.

Les politiciens prétendent que le principal problème c'est que les Etats-Unis ne sont pas prêts à combattre le bio-terrorisme. Mais, en fait, comme les responsables de la santé viennent de le montrer, la capacité à combattre la diffusion de l'anthrax ou tout autre maladie qui pourrait provenir d'une attaque bio-terroriste est identique à la capacité de pouvoir combattre n'importe quelle épidémie qui pourrait surgir de façon naturelle. La première ligne de défense, quand on découvre et qu'on s'attaque à une telle mala-



Les travailleurs en tenue de protection pénètrent dans un immeuble de bureaux à Washington.

die, c'est le système de santé publique. Et le problème est que ce système a été systématiquement démantelé, frappé par les coupes budgétaires et privé de moyens financiers.

Le système de santé publique est devenu extrêmement limité dans ses capacités à effectuer des examens en cas d'épidémie. Les responsables de la santé publique ne disposent pas des ressources nécessaires, c'est-à-dire suffisamment de personnel formé, ainsi que les équipements modernes adéquats, pour pouvoir diagnostiquer rapidement non seulement l'anthrax, mais beaucoup d'autres maladies, comme la variole ou Ebola. Quand une épidémie surgit, le système n'a qu'une capacité réduite à la pister avant qu'elle ne se développe largement. Très peu de départements de la santé publique, par exemple, disposent d'ordinateurs modernes pour contrôler le développement de la maladie.

Pire, si quelque épidémie se produisait, le système de santé publique dispose de très peu de moyens pour la traiter. En effet, il reste peu d'hôpitaux publics aux Etats-Unis, non seulement dans les petites villes, mais également dans les plus importantes. Rien que l'année dernière, par exemple, Washington, c'est-à-dire la capitale du pays, a fermé le dernier hôpital public. Et Washington n'est pas la seule ville à avoir procédé de la sorte. D'autres grandes villes, comme Detroit, n'ont plus d'hôpital public depuis des décennies.

Personne d'autre ne peut faire ce qu'un service de santé publique peut faire, c'est-à-dire coordonner à une vaste échelle les différentes mesures à prendre pour affronter la diffusion de la maladie, à une

échelle locale, régionale ou nationale. Il est certain que les entreprises, les hôpitaux, les compagnies d'assurances, les entreprises pharmaceutiques du secteur privé ne sont pas organisés pour mener à bien une tâche de ce genre. Après tout, ce qui leur importe est le profit. Elles sont mobilisées pour réduire constamment les « coûts » en réduisant leurs soins à des clients solvables, c'est-à-dire ayant les moyens de payer. Elles n'ont jamais été mises sur pied pour affronter des problèmes d'alerte médicale à une telle échelle.

Tout au contraire, leur politique les a conduites dans la direction opposée. Depuis qu'ils ont constaté que les services d'urgence n'étaient pas profitables, les hôpitaux privés les ont fermés dans tout le pays. Ils ont aussi fermé beaucoup de services de soins intensifs, ce qui signifie que souvent les gens qui quittent le service des urgences se retrouvent abandonnés dans les couloirs des hôpitaux. Et parce que disposer de stocks de médicaments pour les urgences a des effets réducteurs sur leur précieux capital en terme d'inventaire, la plupart des hôpitaux ont adopté le principe du « zéro stock » pour les médicaments vitaux.

Le seul système médical en mesure de lutter en cas d'urgences

est le système de santé publique. Mais comme le système de santé privé a toujours perçu la santé publique comme un concurrent, ils ont toujours fait pression pour qu'il soit démantelé et privé de crédits. Le système de santé américain est, de loin, le système de santé le plus coûteux du monde, avec une moyenne de 3 400 dollars de dépenses de santé par personne. Mais 1 % seulement de ce montant est consacré au système de santé publique, c'est-à-dire à une quelconque forme de

protection collective contre une urgence médicale.

« Je pense qu'il est difficile pour moi d'exagérer les déficiences de nos actuelles capacités en matière de santé publique », a déclaré le docteur Donald Henderson, un ancien doyen de l'école de santé publique John-Hopkins et un conseiller de Tommy Thompson, en charge du secrétariat à la Santé publique. L'administration Bush nous dit qu'elle est prête pour l'éventualité de quelque chose comme l'anthrax : c'est un mensonge. Si elle le voulait vraiment, elle mettrait dès maintenant de l'argent dans le système de santé. Tout au contraire, elle se propose de donner encore plus d'argent au complexe médico-industriel du secteur privé, une des plus importantes et des plus profitables industries des Etats-Unis. »

Lutte de classe

n° 60 (octobre 2001)

AU SOMMAIRE :

- Les États-Unis prétendent riposter aux terroristes, mais c'est contre les peuples qu'ils préparent des représailles
- France
Jospin : un bilan peu propice à rallier l'adhésion populaire
- Italie
La gauche et les manifestations de Gênes
- Grande-Bretagne
La classe ouvrière face à la crise du logement, de Thatcher à Blair
- Côte-d'Ivoire
Après un an de pouvoir du « socialiste » Gbagbo
- Tribune de la minorité
ATTAC, soluble dans la gauche plurielle

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres

AIN

la Grande-Bretagne et l'approbation des autres puissances impérialistes, contre les populations civiles qui vivent déjà dans des conditions effroyables ne peut que renforcer les vocations terroristes.

C'est la politique sanglante de l'impérialisme aux quatre coins du monde qui a engendré les attentats barbares du 11 septembre, et la barbarie de la riposte illustre l'engrenage infernal dans lequel l'impérialisme plonge le monde.

Les dirigeants américains laissent entendre que les bombardements vont continuer, même y compris pendant le ramadan qui commence dans trois semaines, alors qu'ils avaient auparavant parlé d'une trêve à ce moment. C'est laisser entendre que la guerre peut durer encore des semaines et des mois.

L'intérêt des populations, partout dans le monde, aussi bien en Afghanistan qu'aux USA et ici même, c'est de se dresser pour obliger les dirigeants impérialistes à arrêter cette guerre ignoble !

Dominique CHABLIS

les profits ainsi réalisés dans le matériel militaire qui permet à l'armée de perpétrer ses offensives meurtrières pour chasser les populations civiles vivant dans les zones pétrolifères. Actions meurtrières qu'il mène au nom d'une sécurisation de l'exploitation du pétrole et de la protection de l'oléoduc contre les forces rebelles du Sud, la protection surtout... des intérêts des multinationales du pétrole.

C'est à ce prix que celles-ci, comme la compagnie pétrolière française TotalFinaElf qui dispose d'une concession dans le Sud-Soudan grande comme le quart de la France, peuvent faire couler à flot le pétrole soudanais, que l'on a appelé « le pétrole rouge », rouge du sang des populations déportées et massacrées.

René CYRILLE

Allemagne

Élections à Berlin

LA PROGRESSION DU PDS

Dimanche 19 octobre ont eu lieu les élections à la Chambre des députés de Berlin, qui tient lieu d'assemblée à la fois municipale et régionale.

Il s'agissait d'élections anticipées, à peine deux ans après les précédentes. Un large scandale immobilier a éclaté en février, dans lequel était impliqué le parti de droite, l'Union Chrétienne-Démocrate (CDU) qui dirigeait la capitale allemande jusque-là. A la suite de créances douteuses dans l'immobilier, la ville avait dû injecter treize milliards de francs dans la banque Bankgesellschaft Berlin (contrôlée à 56 % par la municipalité), afin de lui éviter la faillite. On avait appris aussi que des responsables locaux de la CDU avaient touché des pots-de-vin à l'occasion d'un marché de rénovation des HLM.

La CDU gouvernait alors la ville dans le cadre d'une « grande coalition » avec le Parti Social-Démocrate (SPD). Ce dernier a préféré rompre pour ne pas porter le chapeau du discrédit, ce qui a conduit à ces élections anticipées.

C'est le SPD qui l'a emporté avec 29,7% des voix, la CDU avec 23,7% réalise son plus mauvais résultat depuis 1948 et recule de 17,1 points!

L'autre résultat notable de ce scrutin est la nouvelle progression (de 4,9%) du Parti du Socialisme Démocratique (PDS), l'héritier de l'ancien parti stalinien est-allemand qui présentait comme candidat à la mairie Gregor Gysi. Il atteint 22,6% sur l'ensemble de la ville et 47,6% dans l'ancien Berlin-Est où il est désormais le premier parti... pratiquement douze ans après la chute du Mur. Même à l'Ouest, il enregistre une progression dépassant, avec 6,9%, pour la première fois, la barre des 5%.

Contrairement à ce que serinent bien des commentateurs de la presse bourgeoise, ces résultats dépassent largement celui des votes des anciens privilégiés du régime de la RDA. Ils sont l'ex-

pression d'un certain mécontentement populaire. Dans la première circonscription de Marzahn-Hellersdorf, qui est presque à elle seule une immense cité HLM, le PDS obtient par exemple 56,1%.

Pour les classes populaires, il y a en effet de quoi être mécontent. Le taux de chômage s'élève aujourd'hui à Berlin à 16%, contre 9,2% dans l'ensemble du pays. Dans la partie est de la ville, les emplois industriels ont fondu de 200 000 en 1990 à 40 000 aujourd'hui. Onze ans après la réunification, la ville cumule une dette de 288 milliards de francs. Car si Berlin-Ouest a été, pendant des années, un îlot de prospérité maintenu à coup de subventions face à la RDA, aujourd'hui l'Etat fédéral ne veut plus injecter un mark et le fardeau retombe sur la population.

Pourtant, de l'argent, il en a coulé à flots depuis dix ans: par exemple pour assurer le transfert de tout le gouvernement de Bonn à Berlin, payer des primes importantes aux hauts fonctionnaires qui, au début, ne voulaient pas quitter leur cocon au bord du Rhin, implanter le nouveau quartier gouvernemental et construire une nouvelle chancellerie dans la boucle de la Spree.

Quant au cœur historique de la ville, entre la Porte de Brandebourg et la place de Leipzig, il a été livré aux promoteurs de tout poil, qui l'ont défiguré et transformé en une sorte de parvis de la Défense. Avec les scandales qui, dans le monde capitaliste, accompagnent ce type d'opération.

Pas étonnant, dans ces conditions, que le PDS, le seul parti qui a une présence militante dans les immenses cités de Berlin-Est et dont les discours ont une tonalité sociale, ait réalisé ce score.

Mais ni par le passé dont il est l'héritier, ni par les hommes qui le dirigent, ni par son programme actuel, le PDS ne représente une réelle perspective pour les travailleurs allemands. Car son objectif est avant tout d'obtenir une reconnaissance de la part de l'appareil politique bourgeois traditionnel, qui

demeure méfiant à son égard et continue de le traiter de « communiste », ce dont il se défend.

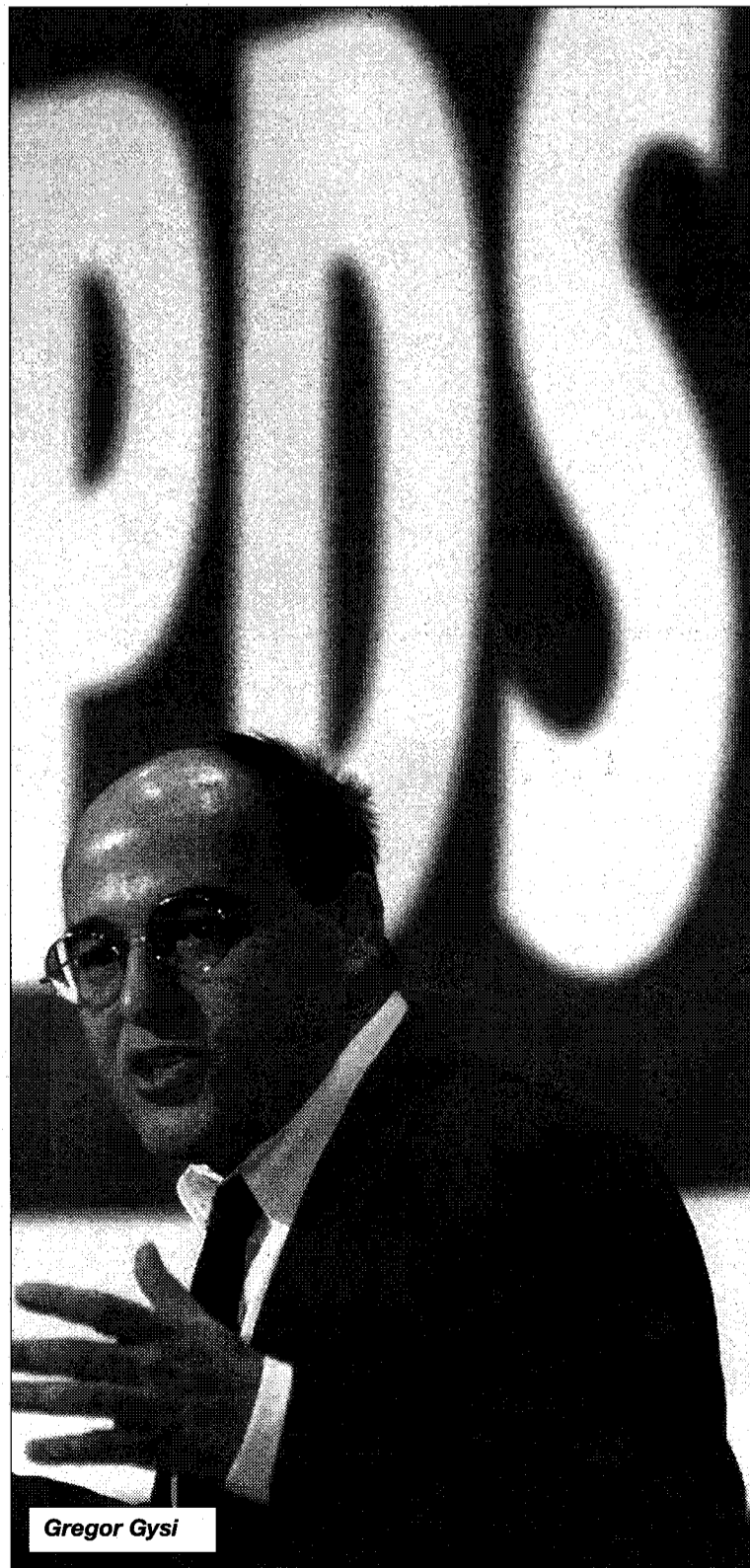
Le succès du PDS aux élections berlinoises lui permet (théoriquement) de cogérer la capitale allemande, qui compte 3,38 millions d'habitants, avec le SPD, et il a bien sûr fait des offres de service en ce sens.

Mais le nouveau maire SPD, Klaus Wowereit, a une autre possibilité: former une coalition « tricolore » avec les Verts et le Parti Libéral (FDP) et des tractations ont déjà commencé en ce sens. Il faut rappeler à ce propos que ce même FDP a conclu, il y a à peine un mois, un accord pour diriger Hambourg...

avec la CDU et un démagogue séculitaire qui s'est présenté aux élections sur un programme demandant un renforcement de la répression tous azimuts!

Quel choix fera le SPD berlinois, difficile à dire mais ces tractations peu ragoûtantes démontrent que les travailleurs de Berlin auraient tort d'attendre une amélioration de leur sort d'un quelconque « bon accord », entre le SPD et le PDS, car cela ne ferait que mettre le PDS à la remorque du SPD... qui a déjà annoncé que, « pour éponger la dette », il supprimerait au moins 15 000 postes dans les services publics de la ville.

Henri MARNIER



Gregor Gysi

États-Unis

Brevets des médicaments

Quand Bush découvre l'urgence médicale

Le gouvernement américain vient d'imposer au groupe pharmaceutique allemand Bayer de baisser de moitié le prix de son antibiotique contre l'Anthrax, le Cipro. Ce prix va passer de 1,77 dollar à 95 cents la pilule. L'administration Bush avait menacé Bayer de lever purement et simplement son brevet sur ce médicament, afin de permettre la production de médicaments génériques, encore moins chers. Bayer s'est incliné, le gouvernement américain ayant invoqué « l'état d'urgence maximale » qui permet de passer outre aux règles régissant les brevets.

Curieusement, c'est ce même « état d'urgence maximale » que les dirigeants américains combattent vigoureusement lorsqu'il est invoqué par les pays pauvres. C'est notamment le cas de l'Afrique du Sud, de l'Inde ou du Brésil, qui souhaitent pouvoir fabriquer des médicaments génériques, en particulier contre le Sida. L'Etat américain n'hésite pas à soutenir de longues procédures juridiques contre les pays qui ont choisi de produire ces médicaments, et à multiplier les menaces de rétorsions économiques envers ceux qui voudraient le faire. Il apporte ainsi un soutien sans faille à ses propres trusts pharmaceutiques aux dépens des populations d'Afrique du Sud, d'Inde, et du Brésil ou de Thaïlande.

Pour Bush et ses semblables, faire un geste vis-à-vis de l'opinion publique américaine inquiète, c'est une « urgence maximum ». Il est même prêt pour cela à parler un peu fermement à un laboratoire pharmaceutique, et à lui demander de limiter en partie ses profits. Mais donner aux dizaines de millions de personnes victimes du Sida dans les pays pauvres une chance de ne pas mourir, en ramenant par exemple le coût d'un traitement de 15 000 dollars à 600, ce n'est pas une urgence. Au contraire même, ils considèrent cela comme une atteinte inadmissible à la propriété privée et font tout leur possible pour l'empêcher.

D.M.

Moulinex

ARROGANCE DES ACTIONNAIRES ET COMPLICITÉ DU GOUVERNEMENT

Pour les 3744 salariés de Moulinex en France qui ne font pas partie des effectifs repris par SEB dans le cadre du plan de reprise, c'est maintenant le compte à rebours pour savoir comment on va les traiter dans les jours qui viennent. Les administrateurs judiciaires désignés par le tribunal de commerce de Nanterre ont rendu publique une déclaration dans laquelle ils affirment que les caisses de Moulinex seraient vides, qu'il n'y aurait pas de quoi financer un plan social ayant un tout petit peu de consistance et en conclusion ils demandent l'intervention de l'Etat.

Du scandale de l'annonce des licenciements on est en train de passer au drame que risquent fort de vivre des milliers de licenciés et leurs familles. La seule obligation légale pour les administrateurs judiciaires est, en théorie, de mettre sur pied un plan social avant de prononcer les licenciements effectifs, qui devraient eux-mêmes intervenir très rapidement. C'est dans cette course contre la montre que le sort réservé aux milliers de salariés se joue.

Mais ce dont on se rend compte, c'est que le repreneur, comme les anciens actionnaires toujours en piste, comme les banques, tous s'empressent de défendre leurs seuls intérêts particuliers. Quant au gouvernement, il brasse du vent comme à son habitude.

**UN REPRENEUR
TRÈS GOURMAND**

Ainsi on apprend que les sommes versées par SEB pour le rachat de Moulinex se montent à 295,2 millions de francs. C'est la somme ridicule que SEB a payée pour reprendre les usines employant quelque 2 800 salariés, les stocks qui vont avec, les brevets, les réseaux commerciaux, la clientèle et les marques d'électroménager haut de gamme comme Krups. Rien que les stocks qui devraient tomber sous son contrôle représentent une part non négligeable, voire la totalité, de cette petite mise de fonds qui rend SEB propriétaire à 100% de Moulinex.

Mais en plus, l'appétit du repreneur ne s'arrête pas là; le PDG de SEB veut récupérer les machines qui sont dans l'usine d'Alençon qui ne fait pourtant pas partie du plan de reprise et qui est promise à la fermeture. Ces machines servent à fabriquer les bouilloires et les cafetières Moulinex. Bon prince, le PDG, Thierry de la Tour d'Artaise, se dit prêt, les salariés de différentes usines bloquant les stocks, à reprendre 300 salariés, 100 d'Alençon, et 200 de la sous-traitance. Ce qui révèle deux choses; la première c'est que les emplois supprimés sont très largement supérieurs à 3 744 si l'on comptabilise les emplois touchés dans la sous-traitance; la deuxième c'est qu'on a laissé le patron de SEB présenter un plan de reprise du personnel volontairement sous-évalué en

laissant maître de gérer l'affaire à sa guise.

**CEUX QUI SE SONT
ENRICHIS CHEZ MOULINEX...**

Un article paru dans le quotidien économique *La Tribune* du 30 octobre laisse entrevoir comment se sont conduits les anciens actionnaires et les banques dans cette affaire, où les uns et les autres semblent déjà s'être payés grassement sur le dos des salariés de Moulinex-Brandt. Le groupe d'investissements financier italien El Fi S.A. propriétaire de Brandt aurait, juste avant de se porter acquéreur de Moulinex en novembre 2000, distribué 793 millions de francs à ses actionnaires sur les comptes de la société, sous forme de distribution de dividendes et de rachat d'actions par baisse du capital. 610 autres millions de francs pris dans les caisses de Brandt auraient servi à l'opération boursière du rachat de Moulinex. Résultat, les dettes de Brandt dépassent les 2 milliards, celles de Moulinex-Brandt les 5 milliards, que les actionnaires n'auront pas à honorer sur ce qu'ils ont pris, puisque le dépôt de bilan les décharge de toute responsabilité. Et ce n'est qu'un tout petit bout de l'iceberg, tant il est vrai que dévaliser le travail est la marche normale des affaires de tout temps pour les patrons.

**... C'EST CEUX QU'IL
FAUDRAIT FAIRE PAYER**

Cet argent pris dans les caisses ne vient pas de nulle part, c'est le travail de milliers de salariés qui l'a créé. Le même article rappelle à propos que c'est une pratique ancienne chez Moulinex. En 1988, les anciens patrons, puis en 1994 les cadres dirigeants de Moulinex se sont fait payer au prix fort, par une ponction importante sur les caisses de l'entreprise, le montant des actions qu'ils avaient acquises à l'origine pour pas grand-chose pour les premiers, et pour rien du tout pour les seconds.

Car si des milliers de familles en Basse-Normandie sont aujourd'hui plongées dans l'angoisse du lendemain, ne sachant quelles seront les conséquences pour elles de ces licenciements dans une région où justement Moulinex était considéré comme un des moteurs de l'emploi, beaucoup à l'opposé se sont enrichis sur leur dos et sur celui de ceux qui ont déjà été licenciés dans la période précédente. C'est à tous ceux-là qu'il serait justice de demander d'assurer l'avenir de tous les salariés en prenant sur les fortunes qu'ils ont amassées à travers les ans sur leur dos, y compris à cet ex-chef de cabinet du ministre socialiste de l'Economie, Naouri, devenu financier et repreneur pas-

sager de Moulinex, après avoir été convaincu de délit d'initié.

Quant au gouvernement, il vient comme à son habitude de se contenter de nommer un représentant chargé de faire tomber la tension en vendant le dernier plan de réindustrialisation, celui de Moulinex.

Mardi 30 octobre, celui-ci a fait savoir aux organisations syndicales que l'Etat comptait apporter 350 millions pour la réindustrialisation, la CGT notait qu'il en faudrait trois fois plus, quant aux 660 millions d'apport de l'Etat pour le plan social, le syndicat notait que cela ne financerait que des mesures «classiques» de préretraite à 56 ans, mais, notait-il, «aucune mesure dérogatoire ni prime additionnelle ne sont prévues», en constatant l'absence de SEB à cette réunion.

Dans une région atteinte de plein fouet par ce désastre économique, tout cela risque fort d'aboutir comme souvent à des chômeurs en fin de droits, à des Rmistes, à l'impossibilité de pouvoir garder sa maison et à beaucoup de misère. Alors les salariés de Moulinex ont toutes les raisons de réclamer leur dû aux actionnaires, aux banques et au gouvernement qui en vérité protège tout ce triste monde.

Paul SOREL

Macif
Compiègne (Oise)

UN RAS-LE-BOL MASSIF!

Les salariés des assurances Macif de Compiègne, le centre de gestion pour le secteur Picardie et Val-de-Seine, se sont mis en grève mardi 23 octobre contre l'aggravation de leurs conditions de travail. Quasiment personne ne travaillait ce jour-là. Et à l'assemblée de grévistes qui se tenait en début d'après-midi, il y avait près de 80 salariés présents sur plus de 100 salariés de ce centre. À l'échelle nationale aussi cette grève, appelée par les syndicats CFDT et CGT, a été bien suivie.

En fait, le ras-le-bol existe depuis longtemps contre les conditions de travail. Le travail des employés de la Macif consiste à répondre au téléphone toute la journée. Et il faut répondre vite

et souvent car la direction demande un rendement. Aussi pour les pauses, c'est 15 minutes, pas une de plus. Les employés sont surveillés constamment. Pour la pause, par exemple, ils doivent appuyer sur la touche pause de leur téléphone pour signaler qu'ils partent prendre leur café. Le moindre retard au retour de la pause est repéré aussitôt par les chefs qui ont les matricules de tous les salariés, leur numéro de poste, et qui savent immédiatement sur leur cadran qui est arrêté et pourquoi. Si, suite à un coup de téléphone d'un assuré, un salarié a un problème qui nécessite quelques minutes de mise au point, il doit, pour pouvoir régler le problème sans répondre à un

nouvel appel, appuyer sur une autre touche de son téléphone, la touche «retrait administratif». Mais il est fortement «conseillé» de ne pas utiliser cette touche. Dès qu'un salarié le fait, il a aussitôt droit à la visite d'un cadre qui vient demander ce qui se passe. Et avec tout cela, il faut répondre à 100, voire 120 coups de téléphone par jour.

Depuis quelque temps, la pression s'est encore accentuée pour que les salariés fassent du «commercial». Il faut vendre le plus possible de contrats d'assurance. Toutes les deux heures, des chefs passent voir combien chacun en a vendu. Il y a même sur chaque ordinateur individuel, un message informatique

précisant, à l'heure dite, combien de contrats ont été réalisés, combien devront être réalisés à telle autre heure pour remplir les objectifs fixés par la direction. Et la direction veut généraliser les objectifs individuels. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, car les salariés sont à bout de nerfs tous les jours et sentent la pression pour en faire plus s'accroître.

Cette grève a été en tout cas un vrai bol d'oxygène. Et l'idée de remettre ça et d'aller cette fois crier sa colère en nombre à la direction régionale, située pas très loin, fait son chemin. Car bien sûr, tous les salariés sont conscients que, pour faire plier la direction, il ne faut pas en rester là.

Rhodia
Pont-de-Claix (Isère)

IL FALLAIT OSER!

Le patron de Rhodia pleurniche, dans une lettre du 5 octobre envoyée à domicile au personnel de l'entreprise de Pont-de-Claix, sur le cours de l'action qui baisse à cause de la conjoncture internationale et de la grave explosion de Toulouse, «très dommageable pour l'image de la chimie».

Et de déplorer que «tout ceci fait que le cours de notre action ne reflète absolument pas la valeur de Rhodia».

Sur le dommage pour les nombreuses victimes de l'explosion, pas un mot! Ce PDG est bien de la même veine que celui d'AtoFinaElf, Thierry Desmaret, pour le mépris et le cynisme qu'il a pour les travailleurs!

Hôpitaux

LE MOUVEMENT SUR LES 35 HEURES DANS LES HÔPITAUX PUBLICS

Le mécontentement que provoque le projet des 35 heures dans les hôpitaux perdure. A Paris, la manifestation du 25 octobre a rassemblé 5500 personnes, soit environ le double de la précédente du 11 octobre, retrouvant ainsi les chiffres de celles des 20 et 27 septembre. Quarante-cinq hôpitaux avaient leur banderole, dont dix de province, malgré le caractère régional de la manifestation. Les hospitaliers manifestaient plus de colère contre le manque chronique de personnel et on pouvait voir des banderoles, dont celle en tête du cortège, réclamer 80000 embauches immédiates.

Des grèves diverses mais bien réelles

Dans certains hôpitaux comme à la Pitié-Salpêtrière, les assemblées générales du lendemain et du surlendemain, réunissant 100 à 150 personnes, ont voté à l'unanimité la poursuite du mouvement. Lundi 29 octobre, le directeur de cet hôpital a réuni le personnel administratif et ouvrier pour tenter de faire une explication de texte sur le contenu du protocole. Il a montré, relayant en cela le gouvernement, qu'il est décidé à l'appliquer, mais sans convaincre son auditoire. Chacun sait en effet que les 45 000 embauches sur trois ans prévues par Guigou ne permettront pas

d'assurer une véritable réduction du temps de travail, et encore moins de combler les manques d'effectifs actuels. D'ailleurs, il a lui-même reconnu qu'à l'échelle du groupe Pitié-Salpêtrière les 400 emplois prévus seront très insuffisants. En conséquence de quoi il devrait prendre dans des services du personnel pour l'adjoindre aux services déficients.

Même lorsqu'elles restent minoritaires, les grèves en cours dans divers hôpitaux du pays depuis fin septembre montrent que le protocole Guigou-Kouchner n'est pas encore passé. Bien sûr ce mot de « grève » recouvre des réalités variables. Certains grévistes organisent eux-mêmes ensemble leur ser-



La manifestation du 25 octobre à Paris.

vice minimum, toute la semaine, et en informent les surveillantes et les médecins qui essaient souvent de passer outre. Par ailleurs, la pratique des assignations par les directions d'hôpitaux se développe. A l'origine, c'est un moyen de bloquer des grévistes à leur travail. Cependant on voit de plus en plus de surveillantes et même de syndicalistes qui encouragent à venir demander son assignation pour être compté administrativement comme gréviste tout en travaillant normalement, avec l'assurance d'être payé.

De ce fait, les chiffres de grévistes donnés par les directions d'hôpitaux ne permettent pas de mesurer l'ampleur de la lutte et l'ambiance de combativité. L'affluence aux assemblées générales, aux piquets de grève, aux actions collectives et aux manifestations est plus significative. Quoi qu'il en soit, certains hôpitaux viennent de se mettre en grève récemment et

c'est une raison pour les autres de tenir le coup et de continuer la lutte comme ils le peuvent.

Le bluff de Jospin ne prend pas

Quant aux 3,9 milliards qui viennent d'être rajoutés au budget des hôpitaux par le gouvernement Jospin, ils passent inaperçus aux yeux des hospitaliers. D'abord, ils ne seront pas consacrés à l'embauche pour les 35 heures. Ensuite, il y a de quoi être scandalisé par cette somme de toute façon dérisoire, comparée aux 100 milliards d'exonérations de cotisations patronales ou aux milliards que le gouvernement est disposé à engloutir pour soutenir l'Etat américain dans la guerre.

Le gouvernement vient de montrer, on s'en doutait, qu'il choisit l'austérité budgétaire dans la Santé. Les négociations locales en perspective risquent de continuer d'alimenter le

mécontentement. L'embauche de personnel demeure la clef de l'application des 35 heures.

Le rapport de forces peut changer

Protocole signé ou pas, décrets votés ou pas, les textes sur les 35 heures ne sont au fond que du papier. Les travailleurs des hôpitaux peuvent refuser de se plier à ces textes. Nous sommes environ 750 000 dans la fonction publique hospitalière. Voilà notre force. Jusqu'à aujourd'hui, cette force n'a pu se manifester par une grève unanime, notamment parce que les fédérations syndicales n'ont pas appelé à une telle action.

Mais cela n'enlève rien au poids que nous représentons. La plus grande crainte du gouvernement est que nous montrions cette puissance par une offensive générale. Il n'a pas tort de le redouter.

Correspondant LO

Hôpital de Tours

Une semaine mouvementée

A l'hôpital de Tours, après avoir participé massivement aux journées du 20 et du 27 septembre, nous avons décidé à quatre-vingts lors de l'assemblée générale du 16 octobre d'appeler à la grève reconductible à partir du jeudi 18.

Les 45 000 postes du gouvernement sont considérés comme une goutte d'eau vu les manques criants de personnel; nous voulions donc réclamer les 80 000 postes nécessaires au niveau national et 500 postes, au CHU de Tours, ainsi que le retrait du plan Guigou.

Plusieurs dizaines d'hospitaliers se sont retrouvés le jeudi matin 18 octobre dans les différents établissements pour organiser et étendre la grève.

C'était la première fois depuis bien longtemps que des hospitaliers étaient présents à des piquets de grève pour participer à l'organisation des tâches: faire des banderoles, diffuser un tract aux visi-

teurs, faire des tournées de service L'ambiance fraternelle et enthousiaste a gonflé le moral des troupes.

A cette assemblée générale du jeudi 18, nous étions environ 120 pour voter la grève jusqu'au vendredi 26 et organiser toute la semaine à venir.

Dans la semaine, les discussions ont été nombreuses dans les services. Le personnel déterminé s'est installé dans la grève en espérant que l'on puisse, avec d'autres hôpitaux, peser suffisamment pour obtenir le retrait du plan Guigou et obtenir plus de postes.

Le jeudi 25 a été une grosse journée car nous étions 900 en grève, et deux cars sont montés à la manifestation à Paris. Les Tourangeaux étaient contents de retrouver d'autres hospitaliers combattifs dans une manifestation dynamique.

Encore en grève le vendredi 26, nous nous sommes retrouvés à cinquante à l'assemblée générale où les uns et les autres ont pu discuter

et s'expliquer ensemble sur les difficultés de la grève à l'hôpital: les assignations, les pressions à faire sur les médecins pour qu'ils réduisent les programmes, les problèmes liés aux différences de mobilisation selon les services.

A cette assemblée générale, nous avons aussi beaucoup discuté des perspectives de ce mouvement, de la nécessité de continuer à se mobiliser avec les autres hôpitaux. L'idée de continuer alors la grève reconductible n'a toutefois pas été retenue par l'assemblée générale. Nous nous sommes donné rendez-vous après les vacances, le mardi 6 novembre, pour une nouvelle assemblée générale.

Les hospitaliers ayant participé à cette grève étaient contents de leurs actions et restent conscients qu'il faudra recommencer pour ne pas se laisser faire sur ces 35 heures à la sauce Guigou!

Correspondant LO

Limousin

140 postes pour trois départements!

Jeudi 25 octobre, nous étions encore plus de 300 hospitaliers dans les rues de Limoges, en majorité du Centre Hospitalier Universitaire et de l'hôpital Esquirol. Mais on a pu voir aussi du personnel de maisons de retraite et une banderole de l'hôpital de Saint-Yrieix affichant: «Lionel, Bernard, Elisabeth, on sait soigner, on sait voter».

Après une «pause» assez animée devant la fédération du Parti Socialiste, où deux «collaborateurs» des six députés et sénateurs du département, tous socialistes (absents bien entendu), ont reçu une délégation à laquelle ils n'avaient rien à dire, nous avons continué jusqu'à l'ARH où nous nous sommes tous invités.

Là, pendant 1 h 30, le secrétaire général a dû écouter les quolibets des manifestants mais aussi des vérités que ces messieurs n'aiment pas entendre: le manque de personnel, les conditions de travail épouvantables, etc. A notre arrivée, une brochette de patrons de cli-

niques privées de la région a quitté les lieux, soulagés «d'être passés avant nous». Nous avons finalement réussi à lui faire dire le nombre de créations de postes alloués à la Région Limousin: 770 sur trois ans pour les trois départements, et pour tous les établissements, hôpitaux, maisons de retraite, longs séjours, etc. Pour l'année 2002, toujours pour les trois départements: 140 postes. Rien qu'à Esquirol, il en faudrait 150, au CHU 400 et encore, une fois les départs en retraite remplacés.

Nous étions à la fois en colère mais en même temps satisfaits d'avoir pu dire son fait au représentant du ministère. Et le lendemain dans les services, beaucoup discutaient de la rallonge promise par Guigou pour l'année 2002, bien sûr très insuffisante et ne remettant en cause ni le protocole ni les 45 000 postes sur trois ans, mais montrant quand même que nos manifestations les inquiètent et qu'il faut continuer.

Correspondant LO

CHU d'Amiens

Le personnel se mobilise

Au Centre hospitalier d'Amiens, depuis plusieurs semaines, l'ensemble du personnel manifeste contre la mise en place de la loi Aubry sur les 35 heures.

Le jeudi 27 septembre, lors d'une réunion du Conseil d'administration, près de 300 salariés du CHU s'étaient réunis devant les bâtiments, et environ 150 d'entre eux se sont invités dans la salle où siège le conseil. Il y a eu la même chose le 12 octobre lors du vote du budget 2002.

Ce budget de fonctionnement est à l'image de ceux présentés les autres années: il est très insuffisant. L'administration ne réclame, par exemple, que 250 emplois non médicaux, alors qu'il en faudrait plus de 450. Il en est de même pour les emplois de médecins. De plus, ce budget ne prend pas du tout en compte le passage aux 35 heures.

Le personnel hospitalier suit cette politique de l'autruche menée par l'administration, qui préfère attendre les directives du gouvernement, va encore aggraver les conditions de travail. De même qu'il est évident que les 45 000 emplois promis en trois ans pour

tous les hôpitaux du pays sont vraiment en dessous des besoins.

Si, le jeudi 27 septembre, les grévistes avaient un peu retenu leur langue, le 12 octobre, ils étaient plus que déterminés pour dire ce qu'ils ressentent et des représentants de services, ayant l'accord de tous, avaient préparé leurs interventions.

Les secrétaires médicales ont dénoncé les retards (allant parfois jusqu'à plus de trois mois) dans les envois de courriers aux patients, en particulier les résultats d'analyses et de consultations.

A la Blanchisserie, l'horaire est toujours de 40 heures, les heures supplémentaires sont nombreuses ainsi que les emplois précaires.

Aux Cuisines, sur 80 emplois qui existaient voici deux ans, il n'en reste plus que 40, dont 50 % sont des CES renouvelés au gré des besoins.

En Neurologie, par manque de lits, les malades attendent dans la salle de télévision surtout la nuit et il n'y a plus que deux femmes de ménage.

Dans un autre service,

1 000 heures supplémentaires ont été effectuées en l'an 2000. Un exemple a été donné d'une employée ayant commencé son travail à 13 h 30 pour le terminer à 23 heures.

Ces exemples pourraient être multipliés. Comme l'a dit très justement une employée: « Cela sert à quoi de parler de réduction du temps de travail, de 35 heures, s'il n'y a pas de nouvelles embauches? C'est du vide, c'est du vent, et on en a ras le bonnet»; « Les 35 heures, c'est pour vivre mieux, avoir du repos en plus, pas pour travailler plus », a ajouté une autre personne.

Le président du Conseil d'administration (représentant de la ville d'Amiens dont le Maire est Gilles de Robien) et le directeur du centre ont voulu avoir le dernier mot. Ils étaient satisfaits, ont-ils dit, et ont remercié le personnel d'avoir, paraît-il, éclairé leur lanterne sur les problèmes du CHU dont ils n'étaient pas au courant.

Un dernier mot qui a surtout fait rire les grévistes qui ont fait ainsi sentir à ces gens-là que personne n'était dupe.

Cliniques privées

SOIGNER LES MALADES OU LES PROFITS?

Les 24 et 25 octobre, de nombreux médecins et patrons de cliniques privées ont lancé une opération « cliniques mortes », réclamant six milliards de francs de dotation de l'Etat pour pouvoir, disent-ils, aligner les salaires de leurs infirmières sur ceux de l'hôpital public. Les syndicats de salariés ne s'étaient pas associés à ce mouvement qui pourrait reprendre le 5 novembre.

Les infirmières du secteur privé sont en effet payées environ 1 500 F à 2 000 F de moins qu'à l'hôpital public. Et dans le contexte actuel de pénurie d'infirmières (faute d'avoir prévu à temps leur formation au ministère de la Santé), les cliniques ont du mal à recruter ou à garder leur personnel. Dans la perspective du passage aux 35 heures, de nombreux patrons de cliniques se sont engagés à augmenter leurs effectifs d'infirmières pour pouvoir toucher les substantielles aides prévues par l'Etat. Ils veulent toucher les subventions mais, ne trouvant pas de personnel, ils ont le culot de redemander de l'argent pour que leurs infirmières ne partent pas vers le public!

Pourtant, si les salaires des infirmières sont faibles, ce n'est certainement pas le cas de celui des patrons de cliniques, ni de celui des chirurgiens et médecins qui quittent, eux, le public pour de meilleures rémunérations dans le privé (sans parler des tarifs non conventionnés et des dessous-de-table pour accélérer une opération)!

Les cliniques (1 300 en France), comme toutes les autres entreprises privées, cherchent avant tout à faire du profit. Elles en font d'ailleurs suffisamment pour attirer les capitaux de grands groupes industriels. Car les petites cliniques déficitaires ne doivent pas cacher l'existence de grands groupes financièrement rentables. Ainsi la Générale de Santé, premier groupe européen de cliniques privées, ancienne filiale de Vivendi qui l'a revendue à un fonds d'investissement britannique, Cinven, en gardant une part de 20%, est cotée en

Bourse depuis juin dernier. Ce groupe gère près de 139 cliniques privées aujourd'hui en France. 20% des cliniques privées sont possédées par des grands groupes: la Générale de Santé (10% de l'hospitalisation privée), Clininvest, filiale de Suez (2%), Hexagone, Hospitalisation, Arvita, Santé Investissement.

Les patrons de cliniques crient à l'asphyxie parce que les augmentations de leurs tarifs fixés par l'Etat ne leur permettraient pas de dégager des marges suffisantes pour augmenter les salariés les plus mal payés. Les tarifs ont pourtant déjà été autorisés à augmenter de 4% en avril dernier et une enveloppe de 180 millions de francs a été octroyée au secteur obstétrique sur deux ans. Comme dans les autres entreprises qui pleurent qu'elles n'ont pas assez d'argent, il serait indispensable de pouvoir contrôler de près les comptes.

Comme il n'est pas question de toucher au profit, c'est vers l'Etat une fois de plus que l'entreprise privée tend la sébile en prétextant que les cliniques remplissent une fonction d'utilité publique en complétant les missions de l'hôpital public. Dans la réalité, les cliniques privées concentrent les soins les plus rémunérateurs et demandant le moins d'investissements (les cliniques assurent ainsi 80% de la chirurgie ambulatoire, c'est-à-dire sans hébergement), laissant à l'hôpital le soin de s'occuper des cas les plus lourds, les plus rares et les urgences à toute heure.

Si les infirmières du privé ont bien raison d'exiger des salaires corrects, les patrons et médecins des cliniques privées sont particulièrement mal placés pour réclamer des aides supplémentaires (Kouchner, ministre délégué à la Santé, se dit néanmoins prêt à en discuter) afin d'assurer leurs bénéfices sur le dos des malades grâce à une activité, les soins qui sont l'exemple même de ce qui devrait rester un secteur public non lucratif, gratuit et de qualité pour tous.

Claire LACOMBE

CHU d'Angers



Les salariés

« soignent » l'inauguration de la gare

Jeudi 25 octobre au soir, près de trois cents employés du CHU d'Angers, une cinquantaine de cheminots et agents du nettoyage de la SNCF et des ouvriers du bâtiment se sont conviés à l'inauguration de la nouvelle gare d'Angers.

Loin du son et lumière orchestré par Gallois, PDG de la SNCF, et ses acolytes angevins comme les députés Bachelot et Lardeux ou le maire d'Angers Antonini, les salariés sont venus exprimer leur colère. En effet depuis un mois, une partie du personnel de l'hôpital d'Angers

se mobilise, comme dans d'autres villes, pour réclamer des embauches massives dans le cadre des 35 heures. C'est aussi le manque de personnel et la dégradation des conditions de travail que dénonçaient les agents de la SNCF. Quant aux ouvriers du bâtiment, ils étaient là pour saluer la mémoire de M. Belachmi, l'un des leurs, mort d'un accident du travail sur le chantier du parking de la gare.

L'annonce de la venue du ministre des Transports était donc une occasion supplémentaire de rappeler la nécessité

urgente d'embaucher dans les services publics. Gayssot ne s'est pas déplacé. Mais l'apparition sur les écrans de chaque personnalité a fait redoubler les slogans et les cris de protestation. Malgré un cordon musclé de policiers, les infirmières se sont fait joyeusement entendre par les Angevins.

Le lendemain, tout le monde en parlait encore dans les services de l'hôpital. Alors, il va sans dire qu'une telle manifestation a confirmé la détermination des salariés du CHU à poursuivre leur lutte.

DANONE PASSE À L'INTOX

Le « secrétaire général » du groupe Danone des « ressources humaines », Jean-René Buisson (poste tout fraîchement créé par la firme), vient de lancer une offensive de charme dans les médias : interviews dans *Le Monde* du 24 octobre 2001, *Le Parisien*, *La Voix du Nord*, *Le Figaro*, *Les Echos*, *Usine Nouvelle*, etc. Il fallait redorer l'image du groupe, écornée par l'annonce le 29 mars dernier de la suppression de 806 emplois.

Car il s'agit de convaincre l'opinion publique, les consommateurs qui voudraient boycotter les produits Danone, ou les éventuels actionnaires que le groupe Danone compte licencier certes, mais « en faisant bien les choses », conformément à sa prétendue réputation de patron social. Son plan proposerait ainsi une « formation longue durée qualifiante », « trois propositions d'emplois, dont une dans le groupe » et une « indemnité nette de deux ans de salaire ». Ce monsieur Buisson se félicite même de ce que les salariés commencent à « envisager les solutions de reclassement » tout en annonçant qu'il n'y aurait plus guère que la CGT pour s'opposer encore au plan social, les autres syndicats estimant qu'il est temps « d'avancer sur le volet social ». Quant aux grèves et débrayages au sein du groupe, il n'en parle qu'au passé, ne se référant qu'à ceux qui ont perturbé la production entre mars et juin, mal informé semble-t-il de la situation actuelle dans les usines de Calais et d'Evry !

LA RÉALITÉ

Depuis la divulgation par la direction des mesures concrètes du plan social, le 15 octobre dernier, la production est encore plus désorganisée qu'elle ne l'avait jamais été : les débrayages se succèdent, personne n'a envie de travailler et pas plus du tiers de la production de biscuits n'est sortie de l'usine de Ris-Orangis ! En fait, depuis l'annonce le 12 janvier 2001 dans le journal *Le Monde* du projet de fermeture du groupe Danone, les débrayages n'ont pas cessé. Démobilisés, les travailleurs de Calais et de Ris-Orangis ? Suite à l'annonce du contenu du plan « social », le 15 octobre dernier, les salariés bloquaient l'autoroute du sud juste en face de l'usine. 30 km de bouchon, mais la sym-

pathie appuyée de tous les conducteurs : « Courage ! », « Tenez-bon »... La semaine suivante, les salariés organisaient une journée « portes closes » en bloquant l'accès de l'usine.

LA RÉPONSE AUX MENSONGES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le même monsieur Buisson croit pouvoir se réjouir dans la presse de « l'éclatement de l'intersyndicale » au niveau national, qui lui permettrait enfin d'entrer de plain-pied dans les procédures légales du plan social. En fait, il n'y a jamais eu d'intersyndicale à l'échelle du groupe, mais seulement à l'usine de Ris-Orangis, où elle existe toujours. Dans les réunions du Comité central extraordinaire, ce sont 9 élus sur 20, des syndicats CFDT, FO, CGC qui, minoritaires, votent depuis le départ les propositions de la direction. A la dernière de ces réunions, le 23 octobre dernier, une centaine de salariés de l'usine de Ris-Orangis sont venus rappeler à la direction et aux « élus » ce que les salariés pensaient vraiment du plan social ! Certains membres du CCE ont même demandé au patron « une protection » contre les salariés, ce qui montre qu'ils ont parfaitement compris le message... Le résultat, c'est que la majorité des délégués, une fois de plus, a refusé de donner son aval au plan social. L'interview de Jean-René Buisson au *Monde* avait été publiée la veille. Les médias ont été plus discrets sur la réponse qui lui a été faite lors de ce Comité central extraordinaire.

LE BARATIN DU PLAN SOCIAL

Car les fameuses mesures sociales de Danone sont de la poudre aux yeux. Deux ans de salaire d'indemnité ? A condition d'avoir travaillé plus de 25 ans dans l'usine et pour les bas coefficients uniquement. Pour un ouvrier qui n'aurait perdu « que » dix ans de sa vie à travailler pour Danone, il n'aurait droit qu'à 180 000 F. Un ouvrier qui s'est détruit la santé en travaillant de nuit, et qui à ce titre a touché un salaire plus conséquent, voit ses indemnités plafonnées à 300 000 F. Et il en va de même pour l'encadrement.

Trois propositions d'emplois ? Mais à quel tarif ? La direction s'est engagée à maintenir le salaire deux ans, en versant si besoin est le complément. Mais après ? Et pour les emplois au sein du groupe, dans quelle localité ? Toute mutation suppose de démé-



nager, avec les innombrables problèmes que cela pose, surtout quand les compagnons ou compagnes travaillent également. Près de 150 salariés ont 50 ans ou plus : qui va leur faire croire qu'ils retrouveront un emploi stable, assez stable pour atteindre la retraite ? Enfin, la fameuse formation qualifiante, elle, durera 4 mois au plus. Du flan, et surtout pas de quoi trouver un emploi.

De nombreux « rescapés » de précédents plans sociaux dans le groupe sont là pour témoigner. En 1990, 256 salariés avaient été licenciés à l'usine de Château-Thierry : alléchées par les primes de 50 000 F versées par Danone, les PME environnantes avaient proposé des emplois aux licenciés. Mais après deux ans et l'arrêt des primes, vogue la galère. Les salariés réemployés dans le groupe le sont à des tarifs très compétitifs pour la direction. Car elle ne va pas jusqu'à promettre de reprendre les gens au même tarif !

PLUS QUE JAMAIS, LA MOBILISATION À L'ORDRE DU JOUR

Les bagarres contre les licenciements ou contre les fermetures d'usine sont difficiles, et presque toutes vouées à l'échec si elles restent isolées. La perspective de sortir de l'isolement reste d'actualité. Si la direction parvient à ses fins, elle économisera 240 000 F en moyenne par an et par salarié. Soit, sur 8 ans par exemple, plus d'un milliard et demi de francs. Car la production qui était réalisée dans les usines de Calais et de Ris-Orangis sera faite ailleurs, sans presque d'embauches.

Ce milliard et demi, il nous appartient. Entre les bénéfices des actionnaires et le gagne-pain des travailleurs, notre choix est fait !

La Poste - Lyon

LES GRÉVISTES DES UDP FONT PLIER LA DIRECTION

Les grévistes des UDP (Unités de Distribution de la Publicité) de La Poste, à Champagne-Mont-d'Or et Grigny, dans la région de Lyon, ont finalement repris le travail mercredi 24 octobre, après quatre semaines de grève (voir LO n° 1735).

Ils ont obtenu partiellement satisfaction sur leurs revendications : tous les contrats CDD arrivant à échéance d'ici la fin de l'année seront prolongés. Or, comme ceux-ci atteignaient 18 mois, c'est une façon de reconnaître leur transformation en CDI. De plus, dix agents des UDP actuellement en CDI verront leur contrat transformé en contrat de facteur en 2002. Enfin, une indemnité kilométrique pour le retour du lieu de distribution au centre de l'UDP sera mise en place. Cette indemnité, de l'ordre de 850 F par an, n'est pas au niveau de ce que demandaient les employés : ils souhaitaient une indemnité pour l'entretien de leur véhicule personnel qu'ils doivent utiliser pour charger la publicité.

Mais les grévistes sont retournés au travail satisfaits :

pendant quatre semaines, ils ont tenu tête à la direction de La Poste avec calme et détermination malgré les tentatives d'intimidation, le mépris et la désinvolture avec lesquels la direction les a traités pendant tout le conflit. Et lorsque, lundi 22 octobre, ils ont envahi la salle où se tenait le conseil de direction de La Poste, ils ont eu le sentiment que c'est par ce geste qu'ils ont obligé le directeur départemental à les recevoir et à prendre en compte leurs revendications. En effet, il fallait voir ce directeur adopter soudain un profil bas : pendant toute la grève il avait affiché son arrogance, puis il avait laissé entendre qu'une ouverture était possible. Mais, à la veille du week-end précédent, il avait fait volte-face et nié brutalement toute possibilité de négociations.

Pour les grévistes, cette grève est une victoire malgré un résultat limité par rapport à leurs revendications : ils ont le sentiment d'avoir fait plier la direction de La Poste. Ils ont découvert la solidarité, et la plupart d'entre eux ont d'ailleurs refait grève deux jours après leur reprise, pour la journée nationale d'action des UDP appelée par plusieurs syndicats.

Correspondant LO

Bata
Moussey (Moselle)

COUP DE COLÈRE CONTRE LE CYNISME PATRONAL

Lundi 29 octobre, ce qui devait être la première négociation sur le plan social s'est terminée en séquestration par l'intersyndicale de deux directeurs de Bata. En effet, la direction avait promis que ces négociations démarreraient le 29. Encore une promesse non tenue de la direction, qui n'en est pas avare : le jour dit, elle a botté en touche en affirmant que rien ne pouvait être entrepris avant le 19 novembre, jour où le tribunal de commerce choisira un repreneur. La direction ayant même le culot d'ajouter que cette promesse avait été faite la semaine précédente seulement pour... éviter la grève.

Mardi matin, la rumeur se répandait dans l'usine que la direction, en représailles contre la séquestration, bloquait le versement des payes d'octobre qui s'effectue normalement début novembre. Cela a provoqué un coup de colère. La grève a été immédiate, spontanée, totale. Du matériel, des chaises, des balais, des cartons... ont été passés par les fenêtres tandis qu'un grand feu démarrait dans la cour. Le cynisme de la direction qui prend la paye en otage a mis le feu aux poudres.

DES BOUFFONS PROVOCATEURS

Tout le monde est exaspéré par l'attitude de la direction qui

nous lanterne depuis des mois. « Ce sont des bouffons », affirmait un délégué sur France 3, qui avouent eux-mêmes qu'ils n'ont aucun pouvoir. Ils sont là pour organiser la fermeture. Le directeur, Van Es, se payant même le culot de reprocher dans la presse à l'intersyndicale de vouloir négocier un plan social « comme si l'emploi passait après » ! Il faut oser le dire ! Lui, qui est grassement payé par la famille Bata pour organiser la fermeture du site, ose faire ce reproche à l'intersyndicale et bloquer le versement de la paye !

Quant au PDG de Bata SA en France, il ne met plus les pieds sur le site et refuse même de discuter avec l'intersyndica-

le. Son seul contact a été un fax envoyé aux syndicats, mardi 30, s'étonnant de leur volonté de discuter d'un plan social alors que le choix du repreneur n'a pas été fait. Sauf que même le « meilleur » projet de reprise ne prévoit que le maintien de 360 emplois sur 875 salariés, et donc le licenciement de plus de 500 d'entre nous. Ce projet de reprise, émanant de l'ancien fossoyeur de l'usine Bally de Moulins, n'inspire pas une confiance folle, et ce ne seront peut-être pas 500 mais 875 licenciements qui auront lieu le 19 novembre.

LA NOMINATION D'UN EXPERT

Tout le monde est bien conscient que Bata joue la montre et attend la liquidation. Même si la direction du groupe n'est pas totalement sûre de son affaire, tant il est vrai que le dépôt de bilan de l'usine d'Hellocourt est largement artificiel, l'usine ayant été mise en déficit à la seule fin de justifier la fermeture. Le tribunal de commerce a d'ailleurs nommé un expert chargé de déterminer

quels sont les liens réels entre les différentes sociétés du groupe Bata en France... Mais il n'y a pas besoin d'expert pour savoir que le groupe Bata est immensément riche et que c'est sa cupidité à faire plus de profits qui risque de réduire des centaines de travailleurs au chômage.

La grève de l'usine a soudainement réveillé le gouvernement qui, dès mardi 30 octobre, sortait de son chapeau la nomination d'une Madame Bata, promise depuis des mois et qui sera une personne de plus chargée de noyer le poisson, de faire patienter les travailleurs, le temps d'organiser la liquidation.

Mercredi 31, le PDG de Bata acceptait finalement une rencontre avec l'intersyndicale pour le matin même. Du coup, les directeurs ont été relâchés et la grève suspendue. La paye d'octobre sera versée mais rien n'est réglé sur le fond. Car il nous reste à obliger Bata à prendre sur ses profits accumulés pour nous assurer un avenir décent.

Correspondant LO

Mac Cain
(Marne)

« PAS DE FRIC, PAS DE FRITES ! »

Lundi 22 octobre, lors de la prise de travail de l'équipe du matin, les travailleurs de l'usine Mac Cain, à Matougues, près de Châlons-en-Champagne, dans le département de la Marne, ont décidé de se mettre en grève. Ils protestaient contre le manque de respect de certains chefs et surtout pour des problèmes de salaires.

Le géant canadien de l'agroalimentaire, spécialisé dans la frite surgelée, vient d'implanter cette usine et il a bénéficié à cette occasion de nombreuses aides publiques. En tout, c'est plus de 55 millions de francs dont 5 millions par la Région qui ont été apportés par les collectivités à cette multinationale. Cela représente 290 000 F par emploi créé.

L'usine, qui compte aujourd'hui 105 salariés et devrait en compter 250 dans les prochaines années, est donc à peine sortie de terre qu'elle connaît sa première grève, suivie par 95% du personnel de production.

Les revendications concernent surtout l'intégration des 35 heures dans leur salaire. Les travailleurs, lors de leur embauche, n'ont pas eu le choix, ils ont été embauchés sur la base de 35 heures travaillées et, en ajoutant une prime d'assiduité de 300 F, les salaires en production ne dépassent pas les 6300 F. Ils n'ont aucune prime d'équipe alors que l'usine tourne en 2x8 et dans l'avenir, elle devrait fonctionner en 3x8.

Par ailleurs 18 travailleurs sont venus du Pas-de-Calais pour le lancement de l'usine. La direction leur avait promis des augmentations de salaires, à condition d'accepter cette

mutation. Mais le salaire étant basé sur 35 heures ils gagnent exactement la même paye !

Les conditions de travail ne sont pas faciles. Entre les différents secteurs de l'usine, un agent de maintenance peut passer de -30° à +45°, en quelques minutes, le bruit est assourdissant et vient s'ajouter à l'humidité ambiante. Le manque de personnel est chronique. Il faut dire que l'on ne se bouscule pas au portillon, vu les salaires et les conditions de travail.

Les grévistes étaient convaincus que cette grève était importante pour se faire respecter à l'avenir. Le mouvement se poursuit les trois jours suivants avec la volonté d'obtenir de la direction des salaires qui soient supérieurs à 6300 F en production et que certains chefs sachent que les travailleurs n'étaient pas sans réaction et sans moyen, face à leurs comportements.

Jeudi 25 octobre, suite à des négociations, la reprise du travail a été décidée. Les travailleurs ont obtenu l'intégration en deux fois, de l'effet 35 heures dans leur rémunération. La moitié de la RTT sera intégrée au salaire au 1^{er} janvier 2002, 25% au 1^{er} janvier 2003 et le reste au 1^{er} juillet 2003. Cela correspond à une augmentation du taux horaire de 5,7% dans un premier temps et de 11,4% au bout du compte. Les travailleurs ont aussi obtenu une hausse générale de 2,2%. Par ailleurs, la direction a dû accepter de ne pas faire rattraper une des cinq journées de travail chômées, suite à une panne touchant l'ensemble de la production.

C'était la première lutte dans cette nouvelle usine et pour certains jeunes la première grève et c'est avec le sentiment d'avoir marqué des points face à Mac Cain que le mouvement s'est terminé.

KANDAHAR

de Mohsen
Makhmalbaf

Kandahar, c'est la place forte des taliban en Afghanistan. C'est aussi la ville où veut se rendre l'héroïne du film, Nafas, journaliste d'origine afghane réfugiée au Canada, pour tenter de sauver la vie de sa sœur qui lui a écrit qu'elle avait décidé de se suicider.

L'histoire est inspirée de faits réels. Mais il s'agit surtout d'un prétexte pour nous montrer une partie de la réalité de l'Afghanistan où le réalisateur, l'Iranien Mohsen Makhmalbaf, s'est lui-même rendu clandestinement en 2000. Au fil des péripéties du voyage de Nafas, nous rencontrons des mutilés qui ont perdu un membre en sautant sur une mine dans ce pays qui est, nous dit-on, le plus miné du monde ; une famille de réfugiés qui a décidé de rentrer en Afghanistan et qui se fait dépouiller par des bandits ; une école coranique où les familles mettent leurs garçons parce qu'elles ne peuvent plus les nourrir ; la consultation chez un médecin qui ne peut ni s'adresser directement ni toucher à la femme venue consulter ; un cortège de femmes vêtues de la « burqa » qui se rendent à un mariage en chantant des airs d'une grande tristesse.

Les images sont belles, mais le réalisateur ne nous laisse à aucun moment oublier la misère qui règne dans ce pays où « les seules choses modernes sont les armes », où les gens ont « des maladies simples comme la faim », où les livres sont interdits et où, sous chaque « burqa » se trouve une femme qui étouffe. Une seule femme découvre son visage dans le film : elle se nomme Nafsa, ce qui signifie « respirer ».

On ne voit pas Kandahar dans le film, ni les taliban, mais la détresse des petites gens, victimes de la pauvreté et de l'arriération, victimes de la guerre contre l'URSS puis de la guerre civile. On voit les conséquences de l'arrivée au pouvoir des taliban et de la sujétion des femmes. La presse a rapporté que George Bush s'était fait projeter le film à la Maison-Blanche : il aura ainsi pu voir à quelle misère la politique menée par les Etats-Unis dans la région avait déjà réduit l'Afghanistan... avant même les bombardements.

Sylvain ROCHE

Budget de la Sécurité sociale :

UNE MISÈRE POUR LES HÔPITAUX

Le projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale pour 2002 a été voté en première lecture à l'Assemblée nationale, mardi 30 octobre. Outre la possibilité pour les chômeurs en fin de droits ayant cotisé quarante ans de percevoir une allocation de 5 000 à 5 750 F par mois jusqu'à l'âge de la retraite, le congé de paternité porté à onze jours au lieu de trois, le gouvernement a débloqué un milliard de francs supplémentaire pour la modernisation des hôpitaux, s'ajoutant aux 2,9 milliards annoncés.

Il n'en a pas fallu plus au PCF, qui avait menacé le gouvernement de voter contre ce projet de budget, pour se « féliciter de ce pas plus que positif », selon les propos de Robert Hue, et de se contenter de s'abstenir lors du vote. Attitude parfaitement hypocrite, car l'abstention des députés communistes ne remet pas en cause la majorité gouvernementale, contrairement à un vote contre. Mais depuis quatre ans qu'il participe au gouvernement, le PCF, s'il élève parfois le ton afin de ne pas perdre tout crédit auprès de ses militants et de ses électeurs, a bien montré qu'il n'entendait pas gêner le gouverne-



ment et finissait par approuver toutes les mesures, même les plus antiouvrières, prises par ce dernier, pour peu qu'il fasse « un pas ».

Pourtant, que représentent quatre milliards quand on sait que le budget de la Sécurité sociale s'élève à près de 2 000 milliards de francs ? Que cette même Sécurité sociale doit supporter toutes sortes de dépenses qui ne devraient pas être de son ressort, ne serait-ce que les 35 heures ? Que les cadeaux supplémentaires au patronat, sans parler des aides habituelles, se chiffrent déjà pour

2002 à 42 milliards de francs (plus de dix fois ce qui est alloué aux hôpitaux), sous forme de diminution de l'impôt sur les sociétés ou de la suppression progressive de la part salariale dans la taxe professionnelle.

Et surtout, que représentent ces 4 milliards face aux besoins en matière de santé publique ? Partout, des services ferment dans les hôpitaux, faute de crédits et de personnel suffisant ; on ferme aussi des maternités, les urgences sont débordées, etc. L'Etat n'envisage de recruter que 45 000 nouveaux tra-

vailleurs hospitaliers sur trois ans pour compenser le passage aux 35 heures, alors qu'il en faudrait le double, pour maintenir la situation en l'état, c'est-à-dire un état de manque.

Comme tous les services publics, le service hospitalier se dégrade faute de moyens. La miette que jette le gouvernement aux hôpitaux peut être suffisante au PCF pour ne pas rompre sa solidarité avec le pouvoir, mais elle ne pourra bien évidemment pas redresser une situation qui se détériore depuis des années.

Marianne LAMIRAL

Le PCF grogne... et laisse passer

Sur la demande de Jospin, Elisabeth Guigou a donc lâché un milliard dans le projet de budget pour la Sécurité sociale, et il n'en a pas fallu plus pour que le PCF renonce à ses menaces de vote contre et fasse savoir qu'il se contenterait de s'abstenir. Une abstention qui, en permettant à la loi de passer, devient un geste de pure forme et qui permet à Guigou d'affirmer : « Je pense que nous avons un accord au sein de la majorité plurielle ».

Les députés communistes ont donc remballé leurs critiques sur l'insuffisance de ce budget hospitalier d'environ 200 milliards de francs, tout à fait incapable de répondre aux besoins les plus urgents, même rallongé de 3,9 milliards de francs. Ils ont passé aux oubliettes leur dénonciation du fait qu'aucune recette nouvelle

ne soit prévue, ce qui fait que même les 3,9 milliards de rallongé risquent fort d'être pris ailleurs dans le budget de la Sécurité sociale, et cela alors que les exonérations de cotisations patronales atteignent 100 milliards de francs. Et ces députés PCF ont accepté de tenir pour négligeable le fait que, comme le disait leur porte-parole, « les logiques comptables ne soient pas abandonnées », c'est-à-dire concrètement que ce budget organise la limitation de l'accès aux soins pour les malades et la dégradation des conditions de travail dans les hôpitaux.

Mais à défaut d'améliorer la situation du personnel hospitalier ou des malades, Lionel Jospin espère que cette petite satisfaction donnée à Robert Hue aidera celui-ci à justifier le rôle qu'il s'appête à jouer dans la prochaine élection présiden-

tielle, celui de rabatteur de voix pour le candidat socialiste au second tour de cette élection. Jospin a intérêt à ce que la direction du PCF puisse au moins citer deux ou trois mesures où elle aurait « infléchi » la politique du gouvernement dans un sens plus social, même si cette inflexion est quasiment imperceptible par les travailleurs concernés. Dans le même ordre d'idées, il y a peu Jospin avait accepté le doublement de la prime pour l'emploi 2002, ou il avait daigné accorder une rédaction un peu différente de quelques paragraphes sur le droit de licenciement dans la loi Guigou, dite de « modernisation sociale ».

Mais les militants et les électeurs communistes, auxquels ce genre de geste de démonstration est prioritairement destiné, auraient tort de se satisfaire de

tels succès en trompe-l'oeil. Ceux-ci n'abusent nullement les travailleurs concernés, qu'il s'agisse du personnel hospitalier, des salariés les plus pauvres qui touchent la prime à l'emploi, ou de tous ceux que les patrons jettent aujourd'hui à la rue. Et au-delà même de ceux qui sont directement touchés, toute la classe ouvrière voit bien que ces quelques mesures, autour desquelles les dirigeants du PCF font grand tapage, pour montrer, ou plutôt pour se convaincre qu'ils servent à quelque chose, ne changent rien à sa situation. En s'en faisant les publicitaires, les militants sincères du PCF apparaîtraient aux yeux des travailleurs comme les défenseurs de la politique antiouvrière de Jospin.

Daniel MESCLA

Pour boucler le budget

FABIUS ENVISAGE UNE NOUVELLE PRIVATISATION

Pour boucler son projet de budget pour 2002 et pour compenser, paraît-il, le manque à gagner de la chute du prix des licences de téléphonie mobile UMTS, le gouvernement cherche ce qu'il pourrait bien vendre parmi les entreprises publiques.

Depuis 1997 que Jospin est chef du gouvernement, les différents ministres socialistes des Finances n'ont pas ménagé leur peine pour vendre à l'encan ce qui pouvait l'être : plus de 113 milliards de francs sont ainsi rentrés, en moins de quatre ans, dans les caisses de l'Etat grâce aux privatisations, totales ou partielles, de France Télécom, Thomson Multimédia, Aérospatiale, Air France, etc., au grand bonheur de quelques capitalistes privés, qui ont ainsi réalisé de très bonnes affaires. Aujourd'hui, Fabius est prêt à continuer. EDF et GDF restent d'ailleurs sur le feu, ainsi que le projet qui concerne le groupe Snecma. Mais en attendant, le gouvernement a besoin d'argent frais pour poursuivre sa politique au service des patrons.

Une société en bonne santé financière, susceptible d'intéresser des capitalistes privés pouvant se porter acquéreurs, et donc privatisable, il vient de la trouver parmi les sociétés d'autoroutes : l'ASF, « Autoroutes du Sud de la France », pas trop endettée, présentant des perspectives de rentabilité et, surtout, la garantie de l'Etat qui conservera un peu plus de 50 % du capital.

Fabius espère ainsi une rentrée d'une bonne dizaine de milliards, l'entreprise étant estimée entre 25 et 30 milliards de francs. Cette somme devrait servir, pour 8 milliards, à abonder le Fonds de réserve des retraites (dont l'objectif déclaré est de garantir le montant des retraites par répartition des salariés) ; pour un milliard à soutenir le transport aérien ; pour un autre milliard, à aider la Banque de développement des petites et moyennes entreprises, etc. Reste à trouver l'acquéreur qui, il ne faut pas en douter, posera ses conditions avant d'acheter.

Voilà comment le gouvernement entend finir de remplir la caisse de l'Etat et boucler un budget qui, comme les précédents, sera tout au service des intérêts du patronat.

L.P.